



Diagnostic CITOYEN



Sommaire

La démarche	3
Le focus thématique	4
LE DIAGNOSTIC	
Cohésion sociale	5
Cadre de vie & urbanisme	12
Habitat	18
Mobilités	25
Paris, ville active	32
Démocratie & services publics	41
Jeunesse	47
Qui sommes nous ?	52

AVANT-PROPOS

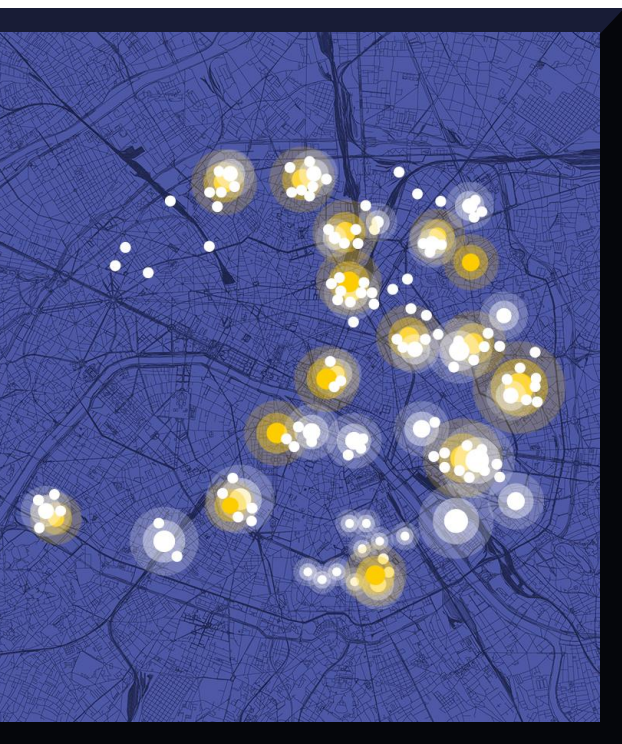
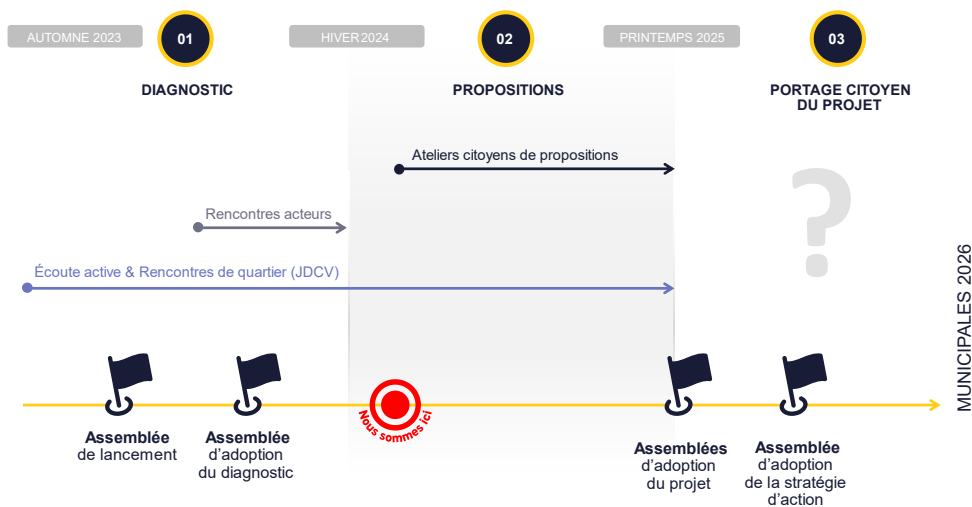
Vous avez sous les yeux le diagnostic parisien de Paris Collectif. Nous avons passé près de deux ans à tenter de répondre à cette question : que pensent vraiment de la ville les Parisiennes, les Parisiens et tous ceux qui fréquentent Paris ? Qu'en disent-ils si on prend le temps de les écouter, qu'en feraient-ils s'ils reprenaient le pouvoir sur leur ville ? Il faut dire qu'à Paris, on prend rarement la peine de se le demander. Nous avons voulu faire autre chose et remettre l'intérêt commun au cœur des préoccupations.

Ce diagnostic est le résultat de deux ans de travail. Depuis deux ans, nous avons entrepris de recueillir la parole des habitant·es et des usagers de Paris, de donner une voix à celles et ceux qu'on n'entend pas toujours. Les bénévoles de Paris Collectif ont sillonné les quartiers de Paris pour interroger les citoyens et citoyennes sur leurs besoins, leurs attentes et leur vision pour la capitale. Nous avons mené des centaines d'interviews à la sortie des écoles et des gares, dans les jardins publics, au sein des espaces associatifs et de tous les lieux qui nous ont accueilli·es. Nous avons organisé des moments collectifs de débats sur la ville pour permettre aux habitant·es de se rencontrer et de confronter leurs regards. Nous avons animé des rencontres entre les acteurs associatifs, professionnels et institutionnels de chaque domaine pour recueillir leur vision et leur expertise. Enfin nous avons enregistré, retranscrit et analysé chacune de ces contributions pour en faire ressortir des lignes de force.

Ce diagnostic est un objet politique nouveau. Nous avons choisi de partir du vécu des Parisiens et des Parisiennes et de construire, sur la base de leurs besoins et de leurs aspirations, une perspective politique nouvelle pour Paris. Nous pensons en effet, que pour redonner du sens au politique, le peuple doit se réapproprier le pouvoir de fixer les priorités politiques. Les réponses aux besoins qui nous touchent ne peuvent être viables, durables et désirables, qu'à condition d'être le fruit d'une réflexion partagée avec l'ensemble de celles et ceux qui vivent et font la ville. C'est sur la base de cet objet politique nouveau que pourront converger toutes les forces qui veulent agir pour le progrès écologique, social et démocratique de Paris.

Ce diagnostic est la première pierre d'un grand mouvement citoyen d'émancipation populaire.

Ce diagnostic est un début. Il reste à inventer ensemble des propositions qui répondent aux problèmes soulevés, à les porter au pouvoir et à les mettre en place. Tous ensemble, nous allons entretenir l'émulation collective qui est née ces derniers mois. Dans un contexte politique qui nous commande de résister à la haine des autres et qui nous oblige à repenser les formes de l'action politique, nous créons un espace démocratique où chacun peut peser sur l'avenir de Paris et s'emparer de notre destin commun.



47

Rencontres de quartiers
"J'irai débattre
près de chez vous"

300

Acteur.ices

1500

Citoyen.nes



Les résultats par thématiques

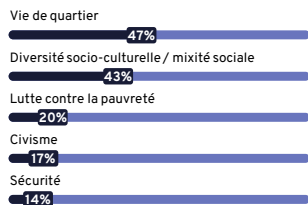


Cohésion sociale

78%

des personnes rencontrées nous ont parlé de cohésion sociale

Les 5 sujets de cohésion sociale les plus récurrents au cours de la mobilisation citoyenne ont été :

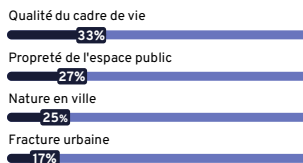


Cadre de vie / Urbanisme

67%

des personnes rencontrées nous ont parlé d'urbanisme

Les 4 sujets d'urbanisme les plus récurrents au cours de la mobilisation citoyenne ont été :

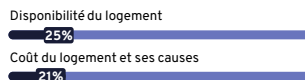


Habitat / Logement

46 %

des personnes rencontrées nous ont parlé d'habitat & logement

Les 2 sujets d'habitat/logement les plus récurrents au cours de la mobilisation citoyenne ont été :

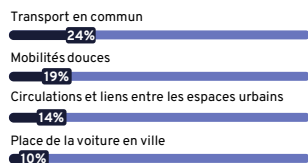


Mobilités

46%

des personnes rencontrées nous ont parlé de mobilité

Les 4 sujets de mobilité les plus récurrents au cours de la mobilisation citoyenne ont été :



Ville active

30%

des personnes rencontrées nous ont parlé de l'activité de Paris

Les 3 sujets liés au dev. Économique les plus récurrents au cours de la mobilisation citoyenne ont été :

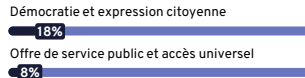


Démocratie / Serv. publics

30%

des personnes rencontrées nous ont parlé de démocratie & services publics

Les 2 sujets de démocratie / services publics les plus récurrents au cours de la mobilisation citoyenne ont été :



Jeunesse

21%

des personnes rencontrées nous ont parlé de jeunesse

Le sujet de jeunesse le plus récurrent au cours de la mobilisation citoyenne a été :



12
priorités

1. Préserver et faire vivre la mixité sociale, économique & culturelle des arrondissements
2. Améliorer le cadre de vie tant par la propreté de l'espace public que par le développement de la nature en ville
3. Enrichir la vie de quartier et les réseaux d'entraide locale
4. Lutter contre le coût élevé et la difficulté d'accès au logement
5. Lutter contre la pauvreté
6. Garantir un service de transport en commun accessible et de qualité pour toutes et tous
7. Développer la citoyenneté active en cultivant l'esprit de civisme, en associant les citoyen.ne.s aux décisions importantes et en modifiant la posture des élus
8. Réduire les inégalités entre les quartiers de Paris
9. Permettre à chacun et chacune de vivre en sécurité
10. Renforcer les moyens de l'école publique
11. Apaiser et faciliter l'intégration des mobilités douces
12. Soutenir la vie commerçante

Cohésion sociale

La question de la cohésion sociale et des conditions d'une vie collective apaisée a été largement abordée par les personnes rencontrées. Ces dernières ont été 78% à en parler, que ce soit sous l'angle de la diversité socioculturelle et de la mixité sociale, du civisme, de la vie sociale et de l'animation des quartiers, ou encore de la solidarité et de la lutte contre la pauvreté.

Ces enjeux semblent au cœur des préoccupations des habitant·es de la capitale, indépendamment de leur lieu de vie ou de leur origine sociale, puisqu'ils ont été évoqués de façon récurrente dans tous les arrondissements où nous sommes intervenu·es.

1. Une ville diversifiée mais une mixité sociale en question

Plusieurs personnes ont pris le temps de dresser un portrait de la sociologie de Paris. 43% ont notamment évoqué la question de la diversité socio-culturelle accueillie à Paris.

Les personnes interrogées ont fait en effet le constat **d'une ville accueillant des individus aux origines très variées, parlant par exemple de "ville au carrefour des origines"** ou d'une ville dans laquelle *"on peut faire le tour du monde rien qu'en changeant de rue"*. Elles ont également fait le constat d'une ville au sein de laquelle habitent des personnes issues de classes sociales très différentes. Joseph, rencontré à l'occasion de la rencontre "J'irai débattre près de chez vous" organisée dans le 12^{ème}, nous disait : *"À Paris on croise de tout, tout le temps, différentes classes sociales, différentes origines, etc. Et contrairement à Londres, les gens ne sont pas parqués, ils se mélangent"*.

Pour certaines personnes, la diversité des communautés présentes à Paris constitue une richesse qui permet à chacun de mieux trouver sa place et d'évoluer dans un environnement plus inclusif. Samir, récemment installé dans le 20^{ème}, témoigne : "Paris, par rapport à Dijon, c'est plus multiculturel, plus cosmopolite, moins fermé... Y a moins de racisme, même s'il y en a." Cette richesse culturelle et sociale est également perçue comme une opportunité pour chacun et chacune de trouver sa place. Elle favoriserait un sentiment d'acceptation que des plus petites villes n'offrent pas toujours. Simon (19^{ème}), explique : "Ce que j'adore à Paris, c'est la multitude des communautés que tu peux rencontrer. Moi, je suis dans des communautés queer, à Paris j'ai découvert qu'il y a des gens qui réfléchissent comme moi, et j'ai trouvé ça génial. J'avais beaucoup moins ça dans les villes d'avant." Maryvonne, participante de la rencontre Handicap et habitante de Clichy-sous-bois nous a confié aimer se rendre à Paris car elle s'y sent mieux acceptée : "Il y a des gens très ouverts à Paris, plus qu'en banlieue."



Si certains voient en cette diversité une richesse et un signe d'ouverture, d'autres estiment au contraire qu'il peut s'agir d'une source d'incompréhension et de tension entre des individus traversés par des identités et des pratiques trop différentes. Shriiaa, habitante du 15^{ème}, témoignait : *“les gens ont peur de l'inconnu et des différences culturelles”*. De la même manière, un participant à la rencontre organisée au Picoulet nous disait : *“la diversité culturelle c'est une richesse, mais il y a beaucoup de préjugés entre les gens”*. Plus encore, plusieurs personnes ont affirmé que cette diversité n'allait pas toujours de pair avec une véritable mixité socioculturelle. A l'échelle de la ville, c'est d'abord la persistance d'une fracture entre l'Est et l'Ouest, ou entre les arrondissements pauvres et les arrondissements riches, qui a été pointée. Stéphane, habitant du 19^{ème}, rapportait : *“il y a une concentration des population en difficulté dans l'Est parisien et des quartiers résidentiels à l'Ouest”*.

À l'échelle des arrondissements, des écarts de richesse majeurs entre des quartiers pourtant parfois très proches géographiquement ont là encore été soulignés, avec le recours très fréquent au terme de “ghetto”. L'entre-soi dénoncé par ce terme se joue pour certains au niveau économique, avec des espaces de relégation des plus pauvres, souvent situés en périphérie de la ville, et des espaces privilégiés fermés accueillant les plus riches. Pour d'autres, c'est également au niveau culturel qu'apparaît cet aspect communautaire.

Des habitants du quartier Frères Voisin dans le 15^{ème} déplorent par exemple un quartier qui autrefois accueillait des personnes aux origines variées, mais dans lequel aujourd'hui ne vivent plus que des personnes d'Afrique subsaharienne ou des pays arabes. Aïssé, habitante de ce quartier, déclarait avec colère : *“On est coincés entre Issy-les-Moulineaux et les quartiers chics du 15^{ème}. Les politiques ont volontairement choisi de nous parquer ici entre pauvres et ils nous oublient. Et c'est encore pire maintenant, on a l'impression qu'au moment des attributions de logements sociaux, ils choisissent de concentrer dans une même résidence des gens aux mêmes origines. On se retrouve qu'entre noirs. Les blancs sont envoyés ailleurs”*.

A l'échelle même du quartier ou de la résidence, certain-es ont estimé que la cohabitation entre des personnes aux revenus et aux origines différentes pouvait se révéler assez superficielle, puisque ne suffisant pas à garantir l'interaction et le lien social entre elles. Chacun continuerait de se construire et d'évoluer au sein du groupe social duquel il est issu. Véronique, participante à la rencontre organisée dans le 13^{ème} arrondissement, disait ainsi : *“Dans ma résidence il y a des personnes qui viennent de milieux différents, mais on se connaît vraiment pas tous. Mettre les personnes les unes à côté des autres ça ne sert à rien si elles ne se connaissent pas et n'échangent pas entre elles. C'est pas ça la mixité”*.



JDCV de la Porte de Choisy du 7 mars 2024 (13^e)

Face à ces enjeux, les habitant·es appellent les pouvoirs publics à prêter davantage attention aux quartiers accueillant des populations plus vulnérables. Ils ont été plusieurs, à l'instar de Khaled, interviewé dans le 18^{ème}, ou encore Jordan et Moussa, rencontrés dans le 15^{ème} arrondissement, à avoir regretté *“l'absence de la police dans les quartiers où le besoin est réel”*. Selon eux, cette dernière se concentre sur *“les quartiers chics”* par souci de répondre aux exigences des plus riches.

Pour favoriser la mixité sociale, les personnes interrogées souhaitent que les classes populaires puissent se maintenir ou s'installer dans les quartiers privilégiés. Inversement, il a parfois été estimé que revaloriser et prendre soin des espaces dégradés, c'était favoriser la venue de personnes avec de meilleurs niveaux de revenus, contribuant ainsi à plus de diversité sociale.



Mais cet embourgeoisement constaté par beaucoup a également pu faire craindre que toute la ville devienne un territoire accessible uniquement aux plus riches, dans lequel les classes populaires ne viendraient que pour travailler. Une famille interviewée dans un parc du 17^{ème} témoignait de ce sentiment : *“On a l'impression qu'on repousse les pauvres de plus en plus loin et qu'on fait de Paris une ville où seuls les plus riches peuvent vivre”*.

2. Une ville parfois excluante

La question de la cohésion sociale a également été largement abordée sous l'angle de l'inclusion. Pour beaucoup, Paris reste une ville pouvant se révéler assez discriminante et excluante à plusieurs égards.

La marginalisation, voire l'exclusion des plus précaires, est apparue particulièrement préoccupante pour les personnes interrogées, puisque 20% d'entre elles l'ont évoquée, souvent avec beaucoup d'émotion et d'indignation. **Beaucoup de participant·es ont fait le constat d'une aggravation accélérée de la précarité depuis les années 2010, avec une explosion du nombre de personnes à la rue.** Ceci, malgré l'action reconnue des associations de solidarité. Gaïa, participante à la rencontre du 12^{ème} arrondissement, disait par exemple avoir été particulièrement choquée à son retour de Guadeloupe en 2008, face à l'explosion du nombre de personnes en situation de rue.

Certaines personnes nous ont décrit le visage de cette pauvreté, pour souligner qu'elle touchait aujourd'hui de nouvelles catégories sociales. **Au-delà de la part importante de migrant·es et de réfugié·es parmi les personnes en situations de rue, il a souvent été souligné que d'autres profils sont touchés par l'isolement et l'hyper fragilisation du pouvoir d'achat, dans un contexte de forte inflation.** Parmi eux, les étudiant·es, les classes moyennes et les personnes âgées, dont la perte significative de revenus au moment de la retraite peut avoir des conséquences majeures. Samantha, habitante du 13^{ème}, nous disait : *“Il y a des personnes qui sont des clochards, mais qui travaillent”*. Une situation confirmée par ce monsieur, rencontré à Saint-Denis, qui nous confiait dormir tous les soirs dans sa tente et se lever à 6h pour se rendre à son travail de gardien d'école, sans que personne ne sache rien de sa situation.

Malgré cette sociologie nouvelle de la précarité, rompant avec le stéréotype du “marginal”, les personnes interrogées ont regretté “l’indifférence” et le “manque d’empathie” à l’égard des plus vulnérables, pourtant très visibles dans le paysage urbain.

4% des personnes interrogées ont également témoigné d’un sentiment d’exclusion à cause de leur origine, dénonçant des comportements racistes à leur encontre. Un fait qu’elles perçoivent à travers des attitudes sociales (regard, ton méprisant, etc.), mais aussi dans leurs parcours administratif et professionnel au cours desquels elles se sentent mises en difficulté et stigmatisées. Une femme arrivée il y a 5 ans en France et rencontrée dans le 17^{ème} rapportait : *“J’ai senti beaucoup de racisme dans l’administration. Je voyais bien que le fait que je porte le voile, que je ne m’exprime pas très bien posait problème, qu’on me parlait avec mépris. Au Lycée Henry IV aussi, j’ai voulu accompagner ma petite fille qui avait été acceptée pour son inscription et on ne m’a pas laissée rentrer. C’est dur.”* Les participant·es du JDCV Alain Mimoun ont également insisté sur le caractère persistant du racisme, et l’importance d’une action forte. Lors du JDCV Charonne, plusieurs personnes se sont montrées particulièrement préoccupées par la fréquence des contrôles au faciès et par la montée des tensions entre la police et les populations racisées, exacerbée par une présence inégale de la police selon les quartiers.

Enfin, en matière de handicap, plusieurs personnes ont déploré un manque d’adaptation des espaces et équipements publics de la ville pour les personnes en situation de handicap physique et/ou mental. Les participant·es de la rencontre Handicap ont également beaucoup insisté sur le poids du regard social sur leur handicap. Il et elles ont exprimé le sentiment récurrent d’être perçus comme des “obstacles” dans l’espace public, créant une forme d’auto-censure dans leurs déplacements, leurs activités et leurs rencontres.

Sahar, une jeune femme porteuse d’un handicap moteur, obligée de faire chaque jour le trajet entre le 15^{ème} et le 18^{ème} pour se rendre à sa structure de soin, nous a dit : *“Il y a pas mal d’endroits dans lesquels je ne peux pas me rendre parce qu’il n’y a pas d’ascenseurs ou de rampes.”*



Les interrogées ont fait de la lutte contre la pauvreté, avec la garantie d’un toit et de la satisfaction des besoins de base, une priorité absolue. Antoine rencontré dans le 20^{ème} criait à l’urgence : *“Il faut que la mise à l’abri de tous les réfugiés et SDF soit prioritaire. Surtout dans le nord de Paris, c’est là-dessus qu’il faut concentrer l’argent.”*

Selon beaucoup, cela suppose également un renforcement des moyens publics alloués à l’accompagnement social dans tous les champs (santé, travail, éducation, etc.). Lors de la rencontre organisée dans le 13^{ème} arrondissement par exemple, a été regrettée la faiblesse de la médecine sociale de proximité. La responsabilité des citoyens eux-mêmes a également été évoquée, avec un appel à plus de solidarité et d’entraide. En matière de racisme, de handicap, c’est d’abord un changement culturel avec plus de sensibilisation et de lutte contre la stigmatisation qui a été demandé. Notons que dans ces stratégies de transformation, l’école est souvent revenue comme un levier incontournable.

3. Les défis du vivre-ensemble dans une société de + en + individualiste

Le constat de la forte densité de la population et de sa grande diversité, a souvent conduit les habitant-es à interroger notre capacité à cohabiter au sein d'un même territoire. Un questionnement d'autant plus présent que parmi les personnes interrogées, près de 17% ont constaté une montée des incivilités à Paris. Ce fait est souvent identifié comme un symptôme de notre difficulté à faire société.

La montée généralisée des incivilités se perçoit selon les personnes interrogées au travers de la dégradation du niveau de propreté et des actes de détérioration du mobilier urbain dans la ville, mais aussi de la multiplication des comportements parfois peu courtois (impolitesse dans le métro, absence de salutation, de sourire, etc.), voire irrespectueux et agressifs (disputes, insultes, monopolisation d'espaces communs pour du trafic, violences physiques). En tout, ce sont plus d'une quarantaine de personnes qui ont tenu à rapporter des moments d'hostilité auxquels elles avaient été confrontées à Paris.

Une partie des participant-es a également pointé une perte du lien et de respect des plus jeunes pour leurs aînés. Moussa, un papa arrivé de Côte d'Ivoire dans les années 90 et vivant dans le quartier Pont Cardinet, déplorait : *“Aujourd'hui, les jeunes n'écoutent plus les conseils des adultes contrairement à avant. Maintenant si on leur dit de ne pas faire ceci ou cela, ils nous répondent de façon agressive. C'est parce qu'il y a une dégradation de l'éducation”*.

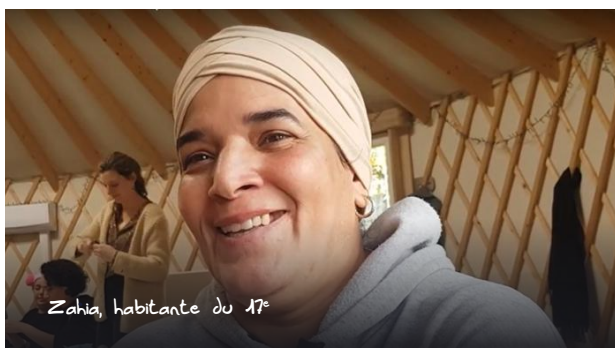
Le constat de cette perte de civisme n'est pas sans conséquence et suscite souvent un sentiment d'insécurité et de malaise. C'est notamment vrai pour les femmes, dont beaucoup d'entre elles ont témoigné de leur appréhension de certains déplacements dans l'espace public, selon les quartiers et les horaires. Elles sont parfois amenées à ajuster leur parcours ou leur tenue vestimentaire, comme l'ont souligné les participantes du JDCV Charonne.

Certaines des personnes interrogées ont tenté d'apporter des éléments d'explication : d'une part, une évolution de la société vers davantage d'individualisme, d'autre part la place croissante du travail dans notre quotidien, allant de pair avec une réduction du temps libre et de notre disponibilité aux autres. De façon générale, la question du stress, lié au rythme et au cadre de vie parisiens (densité démographique, saturation urbaine), mais aussi au contexte socio-économique tendu, est revenue de façon récurrente.



Olivier, comédien et habitant du quartier Montparnasse, nous disait : *“Les gens sont pris dans des cadences infernales métro/boulot/dodo. L'espace urbain est devenu très oppressant car tous nos déplacements sont fléchés, que ce soit dans le métro ou dans les rues. Il n'y a plus de place pour le hasard, l'errance, le vagabondage. Forcément, ça crée de la tension”*.

Un lien est également fait avec l'exposition à la précarité et le repli sur soi. Zahia, une habitante du 17^{ème}, nous disait : *“Chacun a ses problèmes, alors on est concentré dessus et on se parle moins. En Algérie c'est différent, il y a beaucoup plus de solidarité”*.



Zahia, habitante du 17^e

Certain-es ont été jusqu'à signaler que les tensions sont davantage observables dans les quartiers les plus populaires de Paris, au sein desquels la précarité et la frustration peuvent être sources de défiance, voire de rivalité. David, un jeune homme de 23 ans aujourd'hui comédien mais auparavant impliqué dans du trafic de drogue, racontait : *“Moi je vivais seul avec ma mère et il n'y avait que moi qui pouvait ramener de l'argent à la maison. Du coup j'étais assez désabusé sur tout, j'avais l'impression de pas avoir d'avenir et de pouvoir faire confiance à personne. Et quand tu te mets à dealer, tu rentres en plus dans des stratégies de territoire vis-à-vis des autres vendeurs. Il y a forcément des tensions”*.

Enfin, les contenus diffusés dans les médias et sur les réseaux sociaux ont souvent été accusés d'influencer négativement le comportement de certains jeunes, en diffusant des valeurs néfastes pour notre société. Eliam, un jeune homme rencontré au Café Natema dans le 20^{ème} nous a partagé son inquiétude : *“Je vois bien que parmi les personnes avec lesquelles j'ai grandi, qui sont mes amis, les réseaux sociaux ont vraiment eu une mauvaise influence. Il y a beaucoup de vidéos avec des masculinistes, des discours haineux qui circulent et qui les laissent penser des trucs horribles du genre : l'extrême droite c'est bien, les femmes sont des allumeuses, etc. C'est grave!”*

En réponse à cela, la sensibilisation à la propreté et au civisme dans le champ éducatif, l'accompagnement à la parentalité, mais aussi le déploiement de moyens dédiés au bien-être ont été présentés comme des leviers dont les pouvoirs publics doivent se saisir.



JDCV special seniors
Café Jeux Natema le 7 mai 2024

Gandhy, participant à la rencontre organisée au centre social Le Paris des Faubourgs mais aussi professeur de yoga, regrettait de voir autant de personnes mal dans leur peau à Paris et appelait à ce qu'on valorise davantage l'importance du soin pour soi et pour les autres.

Enfin et surtout, pour lutter contre le repli sur soi et la fragmentation de la société parisienne, beaucoup souhaitent agir pour créer davantage de lien social. C'est souvent à l'échelle du quartier que les participants ont projeté cet enjeu puisqu'ils ont été 47 % à nous parler de l'importance de la vie de quartier comme vecteur de cohésion sociale. Pour beaucoup, le quartier est l'espace dans lequel on peut trouver un *"esprit village"* du fait des relations de voisinage, mais aussi de la proximité des activités et des équipements. On y crée un bassin de vie à *"taille humaine"* dont on peut avoir une connaissance plus intime du fait des habitudes qu'on y a et de la familiarité de l'environnement.



Marina, habitante du quartier Villette et originaire de Serbie, racontait avec enthousiasme : *"A Paris, tout est à côté, hôpital, pharmacies, commerces. J'aime beaucoup cette ville, je m'y sens bien et confortable"*.

Mais cette appropriation du quartier n'est pas systématique et dépend, selon les participant·es, des possibilités données de l'investir et de s'y sentir bien. Il y a d'un côté, tout ce qui permet de créer de l'interconnaissance, de l'attention à l'autre (actions de solidarité, vie associative, moments de convivialité permettant de se rencontrer et d'échanger). De l'autre, tout ce qui contribue à créer un cadre de vie chaleureux et de donner une identité au territoire (notamment la vie commerciale, les bars, les espaces de vie sociale). Lors de la rencontre au Café Natema, situé à proximité de la Place de la Réunion, les participant·es ont particulièrement insisté sur l'importance de la vie commerciale, mais aussi des associations de quartiers qui agissent en direction des plus précaires et maintiennent une animation festive tout au long de l'année dans l'espace public.



Cadre de vie & urbanisme

La thématique Cadre de vie et urbanisme regroupe les questionnements liés à l'organisation matérielle de la ville. Il s'agit du 2^{ème} thème le plus abordé lors des entretiens. Il a été évoqué par 67% d'entre eux. De façon générale, c'est une des trois thématiques fortement associées à des émotions positives. Ceci, alors même que la question de la propreté est celle qui suscite le plus de colère (64%). Trois sous-thématiques principales sont ressorties : la qualité du cadre de vie (1), la nature en ville (2) et l'importance d'une politique urbaine qui favorise la mixité sociale (3).

1. La qualité du cadre de vie

1.1 Une ville anxiogène mais avec des quartiers apaisés

La thématique a été l'occasion d'aborder les difficultés associées à un cadre de vie urbain où des milliers de personnes doivent coexister, et où il est nécessaire d'avoir des espaces de rencontre pour créer des liens sociaux.

Lorsqu'on se situe à l'échelle de la ville entière, on constate que la qualité du cadre de vie est perçue comme globalement négative à Paris. La ville est décrite comme "stressante", "oppressante", "bruyante", à cause notamment de la densité de population. Certain-es avouent aimer ce mode de vie, ce rythme intense et animé, mais d'autres confient aspirer à plus de lenteur, comme Ilona (14^{ème}) : *"Ce qui va pas dans Paris : c'est anxiogène et il y a trop de monde."* Dans cette foule, on vient vite à manquer d'espace : *"A Paris tu es toujours en train de rentrer dans les gens, d'avoir quelqu'un qui parle au-dessus de toi quand tu es dans le café, il y a toujours un scooter en train de rouler à côté de toi sur le trottoir"* (Oliver 12^{ème}). Au "J'irai débattre près de chez vous" du 13^{ème} arrondissement, cette densité démographique a été caractérisée comme « inquiétante » car elle ne s'accompagne pas d'une augmentation des offres de services (transport, logement, soins...).

La densité de la ville a un effet sur le rythme de vie mais aussi sur les interactions entre les gens. De nombreuses personnes ont déploré les comportements agressifs que génèrent les métros bondés ou les rues embouteillées. Selon Oliver, *"Paris, c'est une ville très dense, ce qui a certains avantages, mais la contrepartie c'est qu'il faut que les gens puissent bien vivre ensemble même avec peu d'espace personnel"* ce qui n'est pas facile.

D'un autre côté, contrairement à cette image globalement négative de la vie parisienne, les participant-es témoignent généralement d'un fort attachement à leur quartier. Chacun-e y retrouve ce qu'il ou elle y cherche : de l'animation, du calme, des espaces verts, des commerces... De nombreuses personnes évoquent ainsi un "esprit de quartier", où peut naître une solidarité entre voisins. Plusieurs parlent de l'ambiance "village" de leur quartier. L'image d'Épinal d'un "Paris aux mille villages" semble ainsi trouver encore un écho dans l'expérience concrète des habitants et des habitantes. Ce sentiment est particulièrement marqué dans les quartiers structurés par des zones quasi-piétonnes (par exemple la place de la Réunion dans le 20^{ème}, le Square du Cardinal Wyzynski dans le 14^{ème}).



Place de la Réunion (20^e)

Claire, habitante du quartier Vaugirard dans le 15^{ème}, nous dit : *“J'adore ce quartier, c'est mon quartier préféré, parce qu'il y a ce petit côté village dans la ville. Je sais que ça existe aussi dans le 14^{ème}, dans le 17^{ème}, il y a des coins dans Paris où c'est un petit peu comme ça et ça me plaît.”*

1.2 Une ville esthétique mais à la propreté dégradée

Les participant-es ont aussi insisté sur la dualité du visage de Paris : une propreté de l'espace public qui se dégrade et enlaidit la ville, dans un cadre architectural pourtant unique. La “plus belle ville du monde” est confrontée à une réalité parfois moins belle.

En effet, il y a un constat global de la dégradation de la propreté dans l'espace public ces dernières années : rats, odeurs d'urine, déjections canines, déchets dans les rues... Le sujet de la propreté revient dans 27% des entretiens (4^{ème} sous thématique par ordre d'importance) mais il est souvent évoqué rapidement (c'est de loin la thématique dont les interviewé-es parlent le moins longuement). Malgré les efforts soulignés des agents municipaux d'entretien, il semble que la persistance des incivilités ne permettent pas de maintenir la ville propre. Pour certain-es, les habitants et les pouvoirs publics semblent se désengager de l'entretien de certains quartiers : *“Tout le monde le pense. C'est une ville devenue vraiment sale. Le soir on voit les rats passer sur la place”* (Annie, 10^{ème}). Plusieurs participant-es ont fait le lien entre la propreté de l'espace public et l'augmentation de la misère.

En ce sens, plusieurs personnes constatent de fortes inégalités territoriales dans la gestion de la propreté : plus un quartier est riche, plus il serait propre. Une personne soulignait d'ailleurs que le 11^{ème} est moins sale qu'avant, du fait de sa récente gentrification. Au “J'irai débattre près de chez vous” du café Zoïde dans le 19^{ème}, Amine notait une différence marquée entre les quartiers riches et pauvres, qui se traduit notamment par le fait que la propreté et la sécurité varient grandement entre ces quartiers.



Boulevard Richard Lenoir (14^e)

En dépit de ce constat récurrent sur la dégradation de la propreté dans l'espace public, Paris est aussi décrite comme une ville "belle", voire même "la plus belle ville du monde". Ses lieux culturels, ses monuments emblématiques et son architecture unique participent à améliorer le cadre de vie. Ainsi, les participant-es se sont souvent dits "chanceux" de vivre dans une ville avec un tel rayonnement : *"C'était un rêve quand j'y suis arrivé"* (Fabrice 17^{ème}). Mais ce caractère esthétique amène également une crainte chez certain-es : celle que Paris devienne une "ville musée", accaparée par les touristes et dans laquelle plus personne ne vit.

2. La nature en ville : respirer & s'apaiser

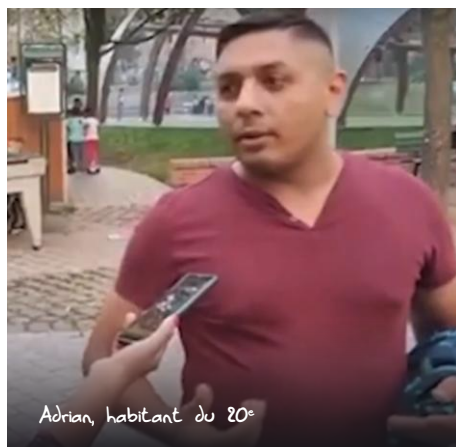
La question de la nature en ville a été abordée par 25% des personnes interrogées. C'est la 5^{ème} thématique la plus évoquée. Elle l'est à la fois sous l'angle de l'amélioration du cadre de vie et sous celui des enjeux écologiques.

Le thème de la nature en ville a été abordé avec un constat global sur la nécessité d'avoir plus d'espaces naturels (espaces verts et aquatiques). Dans une ville aussi minérale que Paris, tous les espaces verts sont appréciés. Ils sont associés aux notions d'"apaisement" et de "calme" qui contrastent avec le cadre de vie global de Paris, associé au "bruit" et au "stress". C'est l'avis d'Anne, dans le 20^{ème} : *"Je trouverais ça bien qu'il y ait plus d'arbres, de verdure. Ça contribuerait à faire baisser le stress un peu, je pense parce que la nature, c'est apaisant. Il y a quelque chose qui fait que c'est la vie. Et du coup, ça nous reconnecte"*. Si des efforts de verdissement ont été entrepris ces dernières années, ils sont insuffisants et doivent se poursuivre : création de parcs et jardins, plantation d'arbres, végétalisation des façades et balcons etc... *"On en veut toujours plus"* dit une habitante du 12^{ème} qui reconnaît que son arrondissement est particulièrement bien doté avec le bois de Vincennes. Le fleurissement de la ville revient aussi régulièrement comme une manière d'ajouter de la nature en ville malgré le manque d'espace libre. Simon, dans le 19^{ème} évoque l'extension des horaires d'ouvertures des parcs pour permettre un meilleur accès à la nature en ville : *"Je comprends pas pourquoi on peut pas accéder aux Buttes Chaumont la nuit, pour être dans la nature."*

Parallèlement à la volonté de préserver ces espaces et d'en créer de nouveau, certain-es ont exprimé une crainte que les espaces existants soient détériorés (arbres abattus, parcs et quais laissés à l'abandon...). La présence de déchets dans un parc ou un square peut mener à un sentiment *"d'insécurité"* et empêcher les habitant-es d'en profiter. Plusieurs participant-es ont d'ailleurs émis le souhait que les espaces naturels soient mieux gérés et mieux mis en valeur. Alexia, habitante du 13^{ème}, nous disait : *"Mon autre vœu, à Paris : que les espaces verts soient mieux entretenus."*



La proximité avec la nature permet d'améliorer concrètement la santé des habitant-es. En réponse aux effets de la pollution de l'air, les espaces naturels ont été évoqués comme un bon levier. La végétalisation est également envisagée pour lutter contre les effets de la chaleur : *“Ça manque de végétation, on n'a pas d'air ! Pendant l'été, quand il fait 40-45 degrés, on souffre. Il n'y a que des bâtiments, et du coup, toute la semaine, toute la journée, il y a le soleil qui tape. On ne peut pas respirer. C'est à cause aussi de la pollution, tout ça, ça nous tue”.* Adrian, 20^{ème}.



Au-delà d'améliorer la qualité de vie des participant-es en réduisant le stress et les effets de la pollution, les espaces naturels sont aussi des lieux de rencontre. Selon les participants, ils favoriseraient la cohésion sociale. Dans les quartiers les plus densément peuplés, ils sont vus comme des espaces de proximité où respirer et se rencontrer. Les parents interrogés évoquaient d'ailleurs les parcs comme un élément absolument structurant de leur confort de vie. Les uns constatent un manque (comme Olivier dans le 12^{ème} et les participant-es du “J'irai débattre près de chez vous” de Paris Centre), d'autres au contraire se satisfont des aménagements de leur quartier

(comme Landry dans le 14^{ème}). Pour beaucoup, leur création doit être encouragée, par exemple avec des jardins partagés. De la même manière, les quais de la Seine et des canaux sont fortement mis en avant par les habitant-es parce que jugés propices aux temps conviviaux et offrant des espaces dégagés visuellement. Plusieurs personnes ont évoqué leur volonté de se réapproprier encore davantage les quais. Enfin, les espaces de nature sont aussi souvent présentés comme de rares lieux de liberté où l'on peut rester longtemps sans consommer, et sortir d'un espace urbain corseté et rationalisé.

3. Un espace urbain hétérogène traversé par de nombreuses fractures

Comme souligné dans la partie sur la cohésion sociale, les habitant-es valorisent le fait que Paris soit une ville cosmopolite et mixte avec une grande diversité de personnes. Mais depuis plusieurs années, les écarts de vie se creusent et la gentrification dessine de nouveaux aménagements qui ne sont pas toujours accessibles à tous. *“Il y a une gentrification, c'est-à-dire qu'il y a des gens qui en remplacent d'autres. (...) Il y a des nouveaux trucs comme la recyclerie ou des épiceries un peu bio qui sont complètement inabordables”* (Christophe, 18^{ème}).

Pour plusieurs personnes interrogées, il est nécessaire que la mairie agisse pour que les fractures urbaines ne s'amplifient pas. Au “J’irai débattre près de chez vous” dans le 20^{ème}, les participant·es ont particulièrement souligné l'importance de maintenir une part de logements sociaux et d'infrastructures publiques accessibles pour préserver la mixité sociale dans le quartier. Il en va de la vitalité de Paris : *“Le centre est beaucoup moins agréable pour y vivre, c’est un quartier trop touristique où il n’y a pas de logements sociaux et donc pas de diversité et pas de vie”*. La question de la gentrification de la ville a également été soulignée lors de la rencontre des acteurs de l'urbanisme aux Amarres. Les participants ont insisté sur l'urgence de rendre la ville plus inclusive en favorisant des politiques d'accès au logement pour toutes les catégories sociales.



Le déséquilibre entre l'Est et l'Ouest parisien a souvent été regretté. *“Les habitants ne vivent presque pas dans la même ville s'ils n'habitent pas dans le même quartier. Les habitants de l'Ouest parisien se foutent de ce qui se passe à l'Est alors qu'il faudrait éviter les clivages territoriaux entre les quartiers”* (JDCV 20^{ème}). De manière générale, de nombreuses personnes ont insisté sur la fracture territoriale à Paris en relevant les multiples inégalités qui traversent la ville que ce soit en termes d'infrastructures publiques, de facilité de transport, de sécurité et de propreté. Les habitant·es des quartiers populaires ne se sentent par ailleurs pas toujours bienvenus dans les quartiers plus huppés.

Pourtant, les interrogé·es considèrent la diversité des quartiers de Paris comme un atout de la ville. Au “J’irai débattre près de chez vous” du 6^{ème}, Mathieu relève ainsi que *“si on en a marre de son quartier, on prend le métro 20 minutes et on arrive dans une toute nouvelle ville”*. Parce que la mosaïque qu'ils forment est une véritable richesse de Paris, la planification urbaine devrait se faire en prenant davantage en compte le caractère des quartiers. Il semble donc que le défi soit de parvenir à répondre aux enjeux de ré-équilibrage urbain tout en tenant compte des spécificités de chaque quartier (histoire, identité(s), etc.)

La mixité et la cohésion sociale se construisent à l'échelle de la ville mais aussi dans chaque espace public. De nombreuses personnes ont réclamé des espaces de vie commune qui permettent aux habitants d'un même quartier de se connaître et de se retrouver. *"Paris est un lieu de circulation et pas un espace de vie"*, soulignait Hortense au JDCV du 6^{ème} arrondissement. De nombreux adolescents et jeunes adultes souhaitent également que l'espace public soit plus qu'un lieu de passage, et comporte des infrastructures sportives, des activités ludiques, des bancs et des espaces conviviaux favorisant le vivre ensemble dans le quartier. L'aménagement d'espaces de rencontre est souvent perçu comme améliorant la qualité du cadre de vie en créant un esprit de quartier. Odessa a ainsi évoqué sa peur que le Ground Control, dans le 12^{ème} arrondissement, disparaisse : *"Je trouve que c'est vraiment dommage parce que c'est un bel espace, bien utilisé aujourd'hui. Ça fait vivre le quartier. C'est vrai qu'on n'a jamais assez d'espaces collectifs pour se retrouver entre habitants, pour échanger, pour ne pas avoir cet aspect anonyme. Et c'est vrai que, voilà, multiplier ces espaces-là, c'est quand même un plus pour la qualité de la ville en général."*

Avoir des espaces publics plus mixtes supposerait également de les rendre plus libres, ouverts à une multiplicité d'usages et moins contraints. Aux "J'irai débattre près de chez vous" dans le 13^{ème} et dans le 20^{ème}, les participant-es ont longuement parlé de la "rationalisation excessive" et de la "domestication" des espaces urbains qui ne laissent plus de place à l'errance et la flânerie.

Les défis de la santé mentale à Paris

La vie parisienne, avec son rythme effréné et ses contraintes, pèse lourdement sur la santé mentale des habitant-es. Plusieurs personnes en ont témoigné, comme Mounji, habitant du 15^{ème} arrondissement, pour qui Paris est un environnement trop stressant et éprouvant, incompatible avec une bonne santé mentale et physique. Il envisage de quitter la capitale pour se préserver.

Face à ces enjeux, les participant-es des deux rencontres Santé ont identifié des lacunes structurelles dans l'offre et l'accès aux soins psychologiques et psychiatriques. Le manque de psychiatres, notamment en secteur 1, crée des délais d'attente dépassant souvent une année, notamment pour les adolescents. Les coûts des consultations dans le secteur libéral (jusqu'à 130€ pour un pédopsychiatre) constituent une barrière infranchissable pour beaucoup. Cette situation est d'autant plus problématique pour les populations précaires et allophones, qui peuvent cumuler des traumatismes liés à leur parcours et des difficultés d'accès aux soins.



Outre ces défis liés au système de santé parisien, plusieurs participant-es ont évoqué des facteurs pour prévenir les risques sur la santé mentale, comme l'accès facilité au sport ou à la culture, la végétalisation de l'espace public, la mise à disposition d'espaces d'échange et de rencontre, etc. Pour les participant-es de la rencontre Handicap, la bonne santé mentale de toutes et tous devrait s'imposer comme la priorité absolue de la ville.

Évoqué dans un entretien sur deux (46%), l'habitat arrive en 3^{ème} position par rapport aux autres thématiques. La question est ainsi au cœur des préoccupations et révèle une tension entre l'attrait de la capitale et les défis quotidiens auxquels font face ses résident.es. Plus précisément, parmi toutes les thématiques que les témoignages et les débats ont fait émerger, la disponibilité du logement arrive en 5^{ème} position, évoquée par 25% des interrogé-es, et, le coût du logement en 8^{ème} position, évoqué par 21% d'entre elles et eux. Ces deux sujets sont du reste largement entremêlés.

D'ailleurs, lorsque les habitant-es parlent du logement, ils sont 37% à le faire longuement (seuls les services publics "passionnent" autant celles et ceux qui les évoquent). L'habitat est un sujet extrêmement sensible : 4 personnes sur 5 qui l'ont évoqué sont résignées (20%), angoissées (33%) ou en colère (24%) – seuls les enjeux de services publics soulèvent davantage d'émotions négatives. Ces émotions négatives "explosent" lorsqu'est évoquée la disponibilité ou le coût du logement : ces sujets provoquent la résignation (16% et 23% respectivement), l'anxiété (48% et 31%) ou la colère (21% et 34%).

Au coût élevé (1) et à la difficulté d'accès (2) du logement à Paris s'ajoute une inquiétude quant à leur qualité et leur salubrité (3). Néanmoins, l'ensemble des habitant-es témoignent d'un fort attachement à leur quartier, qu'il s'agisse de son identité, de son animation ou de sa mixité (4).

1. Le coût élevé du logement à Paris : un facteur discriminant majeur

Le coût du logement apparaît comme l'un des deux principaux points de friction. La hausse continue des prix de l'immobilier, tant à la location qu'à l'achat, engendre une pression financière considérable sur les ménages. C'est le sens du témoignage de Claire, habitante du 15^{ème} : *"Le seul problème qu'il y a à Paris, ce sont les prix, surtout du logement. C'est très dur de payer son loyer tous les mois. Le prix du loyer a augmenté depuis plusieurs années mais, moi, je suis dans la fonction publique, donc les salaires n'ont pas vraiment augmenté"*. Johan (12^{ème}) est lui aussi confronté à ces difficultés, en particulier du fait de sa situation de parent séparé : *"En se séparant, on vit un vrai déclassement. Avec une vraie pression financière, on arrive à peine à joindre les deux bouts."* ; *"À Paris, les prix des logements sont démentiels, on s'en sort pas. Pour ceux qui n'ont pas acheté il y a 20 ans, la propriété est inenvisageable. Moi, je dors dans le salon, et les enfants ont une chambre."* La quasi impossibilité d'acheter un appartement à Paris est également soulignée par Hector et Apolline (20^{ème}) : *"Ma frustration sur Paris, c'est de ne pas être en mesure d'acheter. Pourtant, on gagne plutôt bien notre vie. Je sais que, ailleurs en France, il y a plein d'endroits où on pourrait acheter. Mais, à Paris, si on n'a pas 150.000€ d'apport, on ne peut pas. Ou alors on achète 25 m², ce qui, à deux, n'est pas idéal. J'ai l'impression d'être condamné à être locataire."*

Le coût élevé du logement à Paris provoquerait un phénomène d'exode, poussant un nombre croissant de Parisien·nes à s'installer en banlieue ou en province : classes populaires, jeunes, familles, parents isolés, personnes seules, personnes âgées, retraité·es. Mickaël, habitant du 15^{ème}, ne peut pas se permettre de se projeter à Paris : *“L’avenir à Paris, pour moi, ça va être trop, trop, trop compliqué. Les gens, petit à petit, vont commencer à s’éloigner de Paris, à la campagne ou à l’étranger”*. De son côté, Olivier, commerçant du 12^{ème}, remarque que l'exode touche en premier lieu les familles : *“Les familles désertent de plus en plus Paris intramuros. Parce que ça devient très onéreux, très cher. Paris est devenu réservé à une élite”*. Anne (18^{ème}) s'accorde sur ce constat : *“Dès qu'ils veulent avoir plus d'enfants, ils partent. C'est pas de gaieté de cœur, c'est clairement pour des raisons financières”*. Françoise, habitante du 15^{ème}, a constaté que la hausse des loyers touche aussi les retraité·es qui n'ont plus les moyens de rester à Paris : *“Ici, les habitants âgés, les retraités, ne sont pas partis parce qu'ils voulaient partir, mais parce que le bailleur a mis un surloyer qu'ils ne pouvaient pas assumer”*. **La hausse des prix de l'immobilier entraîne selon les participants une perte de mixité sociale qui est très dommageable pour la richesse de la ville**, comme le dénonce Aomar, habitant du 19^{ème} : *“J'aimerais que Paris ne soit pas juste une ville pour des cadres supérieurs qui gagnent X milliers d'euros par mois, que ce soit une ville où tout le monde puisse habiter. Il faudrait que le logement soit plus accessible. Il faut une ville où il y ait de tout : des artisans, des boulangers, des femmes de ménage, des profs, toutes sortes de gens. C'est ça la richesse de la société. Il faut rendre la ville plus inclusive pour tous les revenus.”*



La gentrification de certains quartiers, jadis populaires, voire à la mauvaise réputation, est pointée du doigt comme un facteur aggravant : *“Avant, dans le quartier, il y avait moins de gentrification. C’était vraiment un quartier populaire, avec des loyers bas. Mais, aujourd’hui, pour habiter dans Paris, il faut avoir les moyens. La classe populaire, celle qui gagne le SMIC, elle va devoir quitter Paris. Et là, on va perdre cette mixité et on va recréer des ghettos, dans lesquels resteront uniquement ceux qui peuvent financièrement.”* (Murat, 20^{ème}). En plus de la gentrification, les autres causes identifiées par les personnes que nous avons rencontrées sont l’explosion des locations courte-durée pour le tourisme, et l’insuffisance des logements sociaux.

Pour répondre à cet enjeu prioritaire, les attentes des personnes rencontrées sont claires. D’une part, baisser les prix des loyers et de l’immobilier, notamment en veillant davantage à l’encadrement des loyers (et en l’assortissant de contrôles plus stricts et de sanctions effectives). D’autre part, offrir davantage de logements abordables pour toutes les catégories de revenus, notamment en continuant d’augmenter le parc de logements sociaux et en diversifiant les offres de logement HLM pour correspondre à différents types de profils.

À Paris, le sans-abrisme constitue une des facettes les plus visibles et poignantes d'une crise du logement qui plonge de nombreuses personnes dans une situation de précarité extrême. John (13ème) nous a partagé sa situation : "Je suis en phase d'expulsion. Je vais bientôt être dans l'inconnu." Beaucoup se sentent particulièrement préoccupés et en colère face à l'augmentation du nombre de sans-abris autour d'eux : "On voit trop de gens dans les rues, plein de gens qui habitent dans les hôtels" (Ayoub, 11ème) ; "On a des femmes, des enfants, des gens handicapés qui meurent dans la rue. Littéralement, il y a quelqu'un qui est mort devant ma porte. Ce n'est pas possible." (Anne, 19ème).

Face à cette situation, les solutions d'hébergement d'urgence sont jugées indispensables mais également insuffisantes, comme en témoigne une résidente du Palais de la femme (12ème) : "C'est une belle structure, mais le problème c'est que c'est ouvert que l'hiver. A partir du 30 mars si on n'a pas trouvé de solution on doit retourner à la rue. Heureusement il y a des travailleurs sociaux qui nous aident". Les participants du JDCV du Dorothy ont, de leur côté, critiqué l'aspect parfois déshumanisation des dispositifs d'hébergement, où les conditions d'accueil peuvent relèver plus du contrôle que de la solidarité. Les participant·es de la rencontre Solidarité ont par ailleurs signalé les expulsions régulières des habitats informels (squats, bidonvilles) qui créent une instabilité chronique pour les populations concernées.

Cette situation alarmante procède, selon certain·es, d'un manque de volonté politique, comme le dénonce Anne (19ème) : "Il y a une volonté politique de sortir les pauvres de la ville, de ne pas mettre les moyens pour traiter le problème. Il suffit de voir que le préfet a interdit les distributions alimentaires dans certains quartiers". Face à ce constat, les personnes rencontrées demandent un engagement fort de la Ville de Paris et des solutions concrètes pour sortir les personnes de la rue et améliorer les conditions de logement des plus vulnérables.

2. L'accès au logement : un parcours long et complexe

L'accès au logement constitue un autre défi majeur, bien évidemment renforcé par son coût élevé. Les habitant·es de Paris font face à une pénurie de logements qui caractérise tant le parc locatif social que le parc locatif privé. **Nombreux sont les habitant·es à rencontrer des conditions d'accès particulièrement difficiles**, notamment les jeunes actifs : "Le problème de l'accès à l'habitat, c'est ça qui fait partir les personnes de Paris. Et qui fait que Paris est en train de changer. Parce que c'est très cher. Et les dossiers aussi. Moi j'ai plus de 40 ans. Et on me demande encore d'avoir mes parents en garant quand je cherche un appartement. Et quand on est tout seul, c'est encore pire." (Celina, 20ème).



Pour Abdelkader (13ème), le nombre important de logements vacants est une des causes de la pression immobilière : *“Ce n'est pas qu'il n'y a pas assez de logements, c'est que les logements sont vides. Il y a des logements vides et il y a des gens qui sont dehors avec leurs enfants.”*. Les participants du JDCV Petits-Poètes (10ème) le 11 décembre 2024 ont également pointé du doigt la conversion de nombreux logements en locations touristiques type Airbnb, qui neutralise les efforts de la Ville pour créer des logements sociaux.



En ce qui concerne le parc locatif social, les délais d'attente pour obtenir un logement sont particulièrement longs, conduisant souvent à l'abandon des demandes, parfois plus d'une dizaine d'années après leur dépôt. *“J'ai fait 18 ans de demande d'HLM. Au bout de 18 ans, j'ai laissé tomber. Ils m'ont dit : “demandez à la mairie pour un foyer retraite”. Mais, non, moi je n'ai pas envie de me retrouver dans un foyer de retraite.”* (Danièle, 10ème)

La saturation du parc social crée des situations de logement très précaires pour un certain nombre d'interviewées, comme Daouda, dans le 18ème : *“J'ai fait des demandes depuis longtemps mais jusqu'à présent pas de réponse. C'est saturé quoi. Parce qu'il y a trop de demandes. Alors j'ai fait un recours DALO. Mais j'attends toujours. Je dors parfois à Couronne, chez un ami, puis à d'autres endroits, par-ci, par-là.”*



Au-delà des délais d'attente, plusieurs personnes ont dénoncé l'inadaptation de l'offre HLM. Pour Johan (12ème) le parc HLM n'est *“pas du tout structuré”* pour certains profils : *“Il y a une offre HLM pour les bas revenus, mais pour les CSP qui ne sont pas CSP+, c'est une ville qui est difficile.”* D'autres, comme Nassima (14ème), ont dénoncé le manque de logements adaptés aux familles, conduisant notamment à un problème de sur-occupation : *“Pendant 7 ans, on était dans un T3 de 50 m² avec 5 enfants.”*



Comme l'ont résumé les participant-es de la rencontre Solidarité : “le logement, c'est le nerf de la guerre”. Pour répondre à cette priorité absolue, plusieurs pistes de solutions ont été évoquées, comme la mise en place d'une “garantie municipale” pour faciliter la constitution des dossiers de locataires, ou la réquisition de logements vides pour les mettre à disposition de sans-abris ou de mal-logés : “Le préfet a un pouvoir de réquisition des logements vides. Pourquoi il laisse les gens dehors ?” (Samir, 20ème). Pour certains comme Aurélien (5ème), il faut poursuivre les efforts de création de logements sociaux en mettant l'accent sur certains quartiers : “Il faudrait plus de résidences étudiantes et plus de logements sociaux dans les quartiers auxquels on ne touche pas, les arrondissements plus cossus.” D'autres ont insisté sur le besoin de davantage de transparence dans l'attribution des logements sociaux, et d'une meilleure communication sur les délais réels afin d'éviter des attentes trompeuses.

Enfin, il semble important de favoriser une meilleure rotation dans le parc social, comme le souhaite Dominique (15ème) : “Nous, on est arrivé ici il y a 48 ans. Les loyers n'ont pas été augmentés, donc les loyers sont très peu chers. Il faudrait favoriser la rotation, en permettant aux personnes qui occupent un 4 pièces, qui n'ont plus d'enfants d'avoir un 2 pièces, sans payer plus cher que le 4 pièces qu'ils ont depuis presque 50 ans. Parce que, forcément, les gens ne bougent pas : ils ne vont pas payer plus cher pour moins de pièces. Changer la politique des loyers permettrait de favoriser les rotations et d'adapter l'offres aux besoins de chacun.”

3. Qualité et salubrité des logements : des conditions de vie parfois éprouvantes

La qualité et la salubrité des logements apparaissent comme la troisième source d'inquiétude des habitant-es rencontrés. Dans certains quartiers en particulier, les habitant-es dénoncent des logements insalubres et vétustes, des problèmes d'isolation thermique et phonique, ainsi que la présence de nuisibles (rats, cafards, punaises) qui affectent la qualité de vie des résidents.

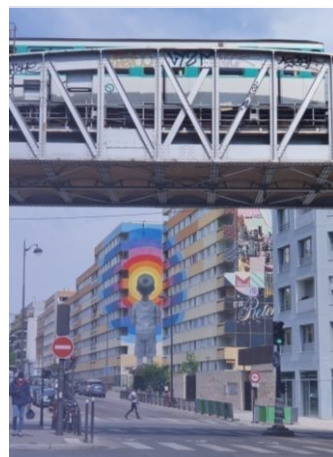
“Dans la Goutte d'Or, il y a beaucoup de logements insalubres. C'est des petites surfaces, avec beaucoup d'humidité, c'est des logements début du siècle et les gens ne vivent pas bien. C'est un quartier qui nécessite une rénovation importante.” (Christophe, 18ème). Rayan fait le même constat sur le besoin de rénovation dans son quartier du 15ème : *“C'est insalubre les bâtiments. Il y a eu quelques petites rénovations et tout ça, mais il y a toujours des cafards, des rats. Ça a toujours été comme ça. Il y a eu des changements, mais c'est juste la peinture qui a changé en vrai. Il y a eu un mort avec un ascenseur ici. L'ascenseur a lâché. Le câble a lâché. Un papa de 40 ans est mort.”*



Rayan, Bandibougou, Baubou et Quentin (15^e)

A l'insalubrité s'ajoute pour certains habitants la problématique d'une mauvaise isolation thermique, donc d'un logements trop chaud en été, trop froid en hiver. C'est le cas d'Americo (10ème) : *“Mon HLM n'est pas bien isolé. On demande un chauffage central pour que les gens puissent se chauffer, là beaucoup de gens ne se chauffent pas parce que c'est trop cher”*.

En toute logique, les personnes rencontrées ont exprimé des attentes fortes en termes de rénovation du bâti ancien (et des nouvelles constructions), que ce soit pour lutter contre l'insalubrité, améliorer leur isolation ou adapter les logements au changement climatique : *“Parmi les priorités pour Paris, il faut des logements plus décents, non seulement en termes d'espace, mais aussi d'isolation.”* (Edmond, 13ème)



4. Des parcours résidentiels variés / Une forte appropriation du quartier

Les enjeux en termes d'habitat sont donc élevés, qu'il s'agisse de leur accès, de leur coût, de leur qualité ou de leur salubrité. Malgré ces difficultés, les parcours résidentiels à Paris témoignent d'une grande diversité, entre natifs, nouveaux arrivants et revenants. Toutes et tous soulignent leur fort attachement à leur quartier, par-delà les évolutions et les transformations au fil du temps.

D'ailleurs, tandis que la résignation, la peur ou la colère dominent plus de 4 personnes sur 5 à propos du coût ou de l'accès au logement, elles chutent à moins de 1 personne sur 10 lorsqu'il est question de parcours de vie. Au contraire, 1 personne sur 2 en parle avec joie (12%), espoir (14%) ou satisfaction (26%).

A l'Espace de Vie Sociale Ensemble Frères Voisin, nous avons rencontré Annick, Dominique, Françoise, Jacqueline, Josette et Yolande, et les avons écoutées nous raconter leur quartier, qu'elles connaissent depuis sa création au printemps 1976. Certaines vivaient dans d'autres arrondissements de Paris avant de s'y installer, d'autres venaient de la proche banlieue (Montrouge, Saint-Maurice, etc.). Elles ont raconté la transformation profonde de l'environnement urbain et social depuis leur arrivée. Autrefois, le quartier était une zone ouvrière, avec de nombreuses usines (Thomson, Renault, etc.). Les terrains où se trouvent une partie des bâtiments neufs étaient des terrains vagues, ou étaient occupés par des usines. Des changements significatifs ont eu lieu, avec le développement de nouveaux immeubles résidentiels et de bureaux. Par exemple, l'Aquaboulevard, qui est maintenant une grande zone de loisirs, était un terrain vague. Les infrastructures se sont améliorées, notamment avec la création de nouveaux parcs et d'une meilleure accessibilité aux transports publics, ce qui a transformé le quartier en un lieu plus attrayant pour les familles et les travailleurs. Malgré ces nombreux changements, et la préoccupation d'une partie d'entre elles pour la propreté, la sécurité et l'évolution sociodémographique du quartier, toutes demeurent viscéralement attachées à leur quartier, à la préservation d'une certaine mixité sociale pour conserver son identité familiale.



Annick, Dominique,
Françoise, Jacqueline,
Josette et Yolande
aux Frères Voisin (15e)

Dès lors, les habitant·es rencontrées expriment leur souhait de pouvoir rester dans leur quartier tout au long des évolutions de leur vie, en préservant sa mixité sociale, son identité et sa vie : “Avant d’être ici, j’étais dans le 19^{ème}, puis dans le 20^{ème}. J’ai déménagé du 19e dans le 20^{ème} parce que là bas, c’était petit. C’était pour le logement. Parce qu’à ce moment-là, j’avais mes petits-enfants aussi.

Mais, maintenant, ils ont tous grandi. Mes enfants sont partis, et mes petits-enfants aussi, ils vivent tous dans le quartier. Je voudrais bien prendre un appartement plus petit. Mais, toujours dans le quartier. C’est bien ici, c’est chouette.” (Sanogo, 15^{ème}).

Cet attachement des habitant·es à leurs quartiers et leurs attentes en la matière ainsi que, plus généralement, leurs attentes en termes d’accès, de coût, de qualité et de salubrité des logements sont tout particulièrement interconnectés à la thématique que les habitant·es rencontrées ont placé en position n° 2 : l’urbanisme et le cadre de vie.

La thématique des mobilités couvre l'ensemble des questions liées aux déplacements dans la métropole parisienne. Ces sujets ont été mentionnés par 46 % des personnes rencontrées, signe de leur importance dans la vie quotidienne des Parisiennes et des Parisiens. Que ce soit pour se rendre au travail, rendre visite à des proches, accéder à des services, assister à des événements ou simplement pour se balader, les déplacements représentent un aspect central de la vie à Paris.

Les discussions ont principalement porté sur les transports en commun (24 %), les mobilités douces (19 %), la place de la voiture (10 %) et les liens entre différents espaces urbains (14 %). La question de la voiture est apparue comme la plus clivante, mais dépasse le simple affrontement entre cyclistes et automobilistes : elle reflète une adaptation incomplète à des changements urbains qui n'ont pas toujours été bien concertés, entraînant une cohabitation souvent peu harmonieuse entre différents usages.

1. Transports à Paris : “meilleurs transports en commun du monde” ?

1.1 Une offre abondante et remarquable...

Cette première sous-thématique s'intéresse aux transports en commun (bus, métro, tramway, RER, Transilien), avec un focus sur la qualité de l'offre, l'accessibilité, le coût et le maillage du réseau. Elle a été évoquée dans 24 % des entretiens, avec des retours très contrastés : des retours satisfaits voire positifs dans 42 % des cas, contre 39% de colère ou de désillusion.



Un grande partie des personnes interrogées exprime une réelle satisfaction vis-à-vis de l'offre parisienne, perçue comme pratique et bien organisée, notamment en comparaison avec d'autres villes en France ou à l'étranger. “Les transports, je trouve que quand même, sur Paris, ça fonctionne bien.” (Mathieu, 9ème). Le maillage dense, la régularité et la fréquence élevée de certaines lignes permettent des déplacements rapides dans toute la ville. Arthur (18ème) résume : “Nous, on a les meilleurs transports en commun du monde. Il y a toujours une solution !”..

Les améliorations récentes, comme l'introduction de nouvelles rames et la modernisation de certaines lignes, suscitent des réactions positives, tout comme les lignes automatisées (métro 1, 4 et 14), jugées particulièrement efficaces. L'extension du réseau (T3b jusqu'à Porte Dauphine, ligne 11 jusqu'à Rosny, ligne 14 jusqu'à Orly) et l'arrivée des métros du Grand Paris sont perçues comme des avancées majeures, favorisant le désenclavement de certains quartiers (15ème, 18ème) et des banlieues. Pour beaucoup, ces améliorations doivent se poursuivre et offrent l'espoir d'un avenir moins dépendant de la voiture.

1.2 Un service dégradé et de grandes attentes du réseau de transport

Cette satisfaction n'est cependant pas partagée par tous. Premièrement, dans certaines banlieues, l'offre est jugée insuffisante, surtout dans les zones au Nord, à l'Est et au Sud de la métropole. Si la desserte de la proche banlieue est jugée correcte, les trajets entre Paris intramuros et sa banlieue restent difficiles alors même qu'ils sont considérés comme essentiels par beaucoup.

Le deuxième constat est celui d'un service en déclin. Patricia (18ème) compare le métro parisien à celui de Barcelone : « À Barcelone, on monte dans le métro, ça sent bon, ils nettoient à chaque terminus. Ici, c'est toujours sale, ça sent mauvais, c'est blindé, c'est horrible. » La surcharge aux heures de pointe (notamment sur les lignes 5, 7, 8 et 13), les incivilités et les trajets « épuisants » poussent certains à privilégier la voiture ou le vélo. Les lignes de bus sont également critiquées : retards fréquents, temps d'attente élevés et fiabilité en baisse. Globalement, les citoyens déplorent une détérioration de la qualité du service, aggravée par des incidents réguliers. Alexis et Esther (11ème) observent : « Les transports, ça impacte le mental d'énormément de Parisiens au quotidien. Ce n'est pas mal desservi, mais il y a souvent des soucis d'exploitation. »

Enfin, le coût des transports – récemment augmenté – est jugé élevé au regard de la qualité du service, surtout pour les ménages modestes et les étudiants. La gratuité des transports est parfois évoquée comme une solution souhaitable. Enfin, les nombreux travaux (pour partie liés aux Jeux Olympiques dans nos entretiens du premier semestre de 2024) alourdissent les trajets et ajoutent à l'exaspération.



2. Le casse-tête d'un partage équitable de la voirie

2.1 Un développement des mobilités actives et douces à encourager

Les mobilités dites “actives”, telles que la marche à pied, le vélo mécanique ou à assistance électrique et les trottinettes, représentent un enjeu majeur de transformation urbaine à Paris. Ces modes de déplacement ont été mentionnés dans 19 % des entretiens réalisés, avec un intérêt porté sur la qualité des espaces dédiés, leur accessibilité, et la cohabitation avec d'autres usages. La thématique des mobilités douces est ainsi une thématique qui suscite beaucoup d'émotions positives : 19% en parle avec satisfaction, 8% avec joie et 59% avec espoir, contre 8% seulement avec colère.

Un grand nombre de Parisiens trouvent agréable de se déplacer à pied dans la capitale. La piétonisation de certains espaces, notamment les berges de Seine, est perçue très positivement, et est associée à l'apaisement de la ville, à une réduction du bruit, à l'amélioration du cadre de vie et à une sensation de joie. Américo (10ème) évoque avec enthousiasme son quotidien de marcheur : *“Je marche tout le temps ! Moi je suis en retraite, donc je profite de ma retraite et je marche”*.

Parallèlement, le développement des pistes cyclables a encouragé la pratique du vélo dans Paris, ce qui suscite un réel enthousiasme y compris pour plusieurs non-usagers. “Ma rue est devenue une vélorue. Sincèrement, au niveau du confort sonore, c'est le jour et la nuit. Je dors comme un bébé.” (Sophie, 12ème). Noémie (14ème) se réjouit : *“Vraiment, ma principale préoccupation, c'était les pistes cyclables. Je fais énormément de vélo. Là, ça s'est vachement amélioré. Je suis vraiment contente de ce point de vue-là.”* Nombreuses sont les personnes qui citent les avantages environnementaux, sanitaires et la fluidité accrue des déplacements ainsi que la plus grande facilité à se stationner. *“En 5 ans la ville s'est vraiment modifiée, et pour ma part je suis ravi de pouvoir prendre le vélo en permanence ! Je trouve ça génial, rapide, facile, je trouve ça plus protégé aussi maintenant... ouais c'est vraiment cool !”* (Thomas, 9ème).

Cependant, plusieurs personnes signalent que l'aménagement cyclable reste inégal selon les arrondissements. Les participants du JDCV La table des Anges (9ème) ont également déploré que l'aménagement des pistes cyclables manque de cohérence et de lisibilité, notamment au niveau de certains gros carrefours. Ils et elles ont également souligné que la qualité du service Vélib pourrait être améliorée, remarquant le caractère systématique des vélos hors fonction en station, ou des stations vides dès lors qu'on s'éloigne du centre de Paris.



2.2 La voiture, entre alternatives possibles et usages incompressibles

Face à l'émergence de solutions "douces", la voiture est souvent jugée bruyante, polluante, encombrante voire inutile. C'est l'avis de Hugo (11ème) : *"la voiture, c'est du bruit, c'est du stress,... C'est dommage d'avoir des véhicules dans une ville aussi petite où tout peut se faire à pied, en transport en commun, en vélo."* De fait, beaucoup de Parisiens et de Parisiennes font le choix de se passer de la voiture individuelle, comme Carole (19ème) : *"Justement parce que je n'ai pas de voiture, je trouve que c'est un peu injuste d'être obligé de respirer la pollution des autres."* **Une large partie des personnes abordant le sujet sont ainsi favorables à une réduction de la place de la voiture pour améliorer le cadre de vie et "aérer la ville". Certaines restrictions sont jugées très positivement, en particulier dans le centre de Paris, où elles dynamiseraient les espaces en améliorant leur convivialité.** C'est ce que partagent Gilles-Marie et Odessa (12ème) : *"Quand on voit comme ça transforme un quartier, je pense que c'est assez extraordinaire. [...] Quand il n'y a pas de voiture, les gens sortent. Ils sont dehors, ils se promènent."* Le remplacement pérenne des espaces de stationnement et de circulation réservés aux voitures individuelles permettrait de favoriser la marche et le vélo en élargissant les espaces dédiés pour les rendre la pratique plus sûre et plus agréables.

Pourtant, si la diminution de la place de la voiture dans la ville fait plutôt consensus en théorie, elle demeure un sujet très épineux en pratique. De nombreux automobilistes ont déploré des difficultés accrues, attribuées notamment à la construction de nouvelles pistes cyclables (voire d'espaces verts), en conflit direct avec les places de stationnement et des voies de circulation. Des critiques assez vives sont formulées sur la politique actuelle, jugée pénalisante pour les personnes qui ont besoin de la voiture. C'est notamment le cas de Zina (10ème), qui rappelle le caractère indispensable de la voiture pour se déplacer avec sa fille, en situation de handicap. C'est également le cas de nombreux commerçants et travailleurs qui dépendent de leur voiture pour leur activité. *"Dès lors qu'on a besoin d'être véhiculé, il devient très difficile de travailler à Paris"* témoigne un représentant professionnel. La mise en place de la ZFE aurait davantage conduit à une adaptation des horaires des professionnels plutôt qu'à un renouvellement de leurs flottes, notamment du fait de leur faible capacité d'investissement. Anne, commerçante, regrette la suppression de places de stationnement pour ses clients, tandis qu'un autre commerçant évoque des amendes reçues pour des livraisons rapides, symptôme selon lui d'un "manque de tolérance". Plusieurs restaurateurs rencontrés considèrent que les récents aménagements urbains et la réduction des places de stationnement ont entraîné une baisse significative de la fréquentation, particulièrement en soirée, affectant leurs restaurants qui voient leur clientèle de banlieue diminuer.

Plusieurs pistes d'amélioration sont évoquées, telles que le renforcement des transports en commun, le développement de l'autopartage, qui permettrait de remplacer jusqu'à huit voitures individuelles par véhicule en libre-service, ou la création de parkings aux portes de Paris. Par ailleurs, la logistique urbaine représente un axe stratégique majeur : des espaces de livraison adaptés et une régulation des horaires de livraison pourraient réduire les tensions liées à l'utilisation professionnelle de la voiture.

2.3 Conflictualités & urgence d'un apaisement entre différents usages

En matière de mobilités, la cohabitation entre les différentes mobilités s'est imposée dans nos entretiens comme un sujet majeur de crispation. Geneviève (20ème) résume : « *La mixité entre cyclistes, piétons et véhicules n'est pas adaptée. Ça devient compliqué. Il faudrait plus de pistes, et que chacun puisse circuler tranquillement sans danger.* » Dans une ville relativement petite et très dense, le partage de l'espace et de la voirie et un enjeu majeur et encore mal équilibré : « *Rue Maubeuge où c'est très embouteillé aux heures de pointe, il y a plein de motos, de scooters, de vélos qui empruntent les trottoirs* » (Anonyme, 9ème). Certains pointent des aménagements mal pensés, peu sécurisés ou en manque de cohérence avec les autres modes de circulation. C'est ce que souligne Jean (13ème) : « *La lecture de la route pour les vélos, elle est organisée mais très complexe* ». En conséquence, plusieurs usagers ont évoqué un sentiment de stress et d'insécurité, et soulignent une expérience du vélo peu accessible. C'est le cas de Hugo (11ème) : « *J'ai le pass Vélib, mais je suis encore amateur. On peut être bousculé, c'est quand même stressant et dangereux* ». La cohabitation sur les pistes cyclables entre vélos rapides et lents, ainsi qu'entre cycles de gabarits très variés (trottinettes, cyclo-logistique, vélos cargos, etc.) pose question. Enfin, l'état parfois « lamentable » de la chaussée accentue le danger pour les cyclistes.

Par ailleurs, des comportements jugés inciviques de certains cyclistes ou utilisateurs de trottinettes sont très régulièrement critiqués. Julie (13ème) exprime : « *Moi, je trouve ça plutôt bien l'évolution sans voiture. Après, les vélos, il faut réglementer un peu parce que je trouve que c'est quand même très dangereux, ce qu'ils font* ». Les piétons signalent des conflits récurrents, notamment sur les trottoirs, renforçant un sentiment d'insécurité : « *C'est dangereux d'être piéton !* » (Valérie 11ème). « *Les gens se croient seuls au monde. Rien que pour traverser c'est compliqué, quand il y a des vélos qui passent même au feu rouge. C'est compliqué avec les voitures, avec les autres piétons, avec les cyclistes... Je ne sais pas ce qui se passe !* » (Fabienne, 12ème). A ce titre, plusieurs entretiens mentionnent positivement l'interdiction des trottinettes électriques en libre-service, qui contribuaient à complexifier encore le partage de l'espace.

Face à des difficultés dans le partage de la voirie, et à l'agressivité croissante de ses différents usagers, les participants du JDCV des Apéros de la pétanque (12ème) ont exprimé le besoin d'un compromis, non seulement pour améliorer les relations entre usagers mais également pour fluidifier les déplacements à toutes les échelles.



Rencontre des acteurs de la mobilité
à la Librairie Utopia le 4 décembre 2025

Les participants de la rencontre Mobilité ont également souligné l'importance d'une meilleure éducation au respect du code de la route, et la perspective d'aménagements qui minimisent les risques d'accidents même en cas d'erreur humaine.

3. La mobilité pour toutes et tous ?

3.1 L'accessibilité en question

Plusieurs entretiens ont évoqué les inégalités de mobilité entre différents publics, et ont mis l'accent sur les efforts à faire en termes d'accessibilité. Ainsi, la question de l'**accessibilité des transports en commun** est revenue à plusieurs reprises. Si des progrès sont salués (ascenseurs, rampes dans les bus), certaines stations de métro restent difficiles à pratiquer. Mélanie (12ème) partage son expérience : *“Ma fille a un retard moteur, mais impossible de prendre le métro avec la poussette.”* *“Pour se déplacer avec les enfants, c'est vite beaucoup de logistique. On peut vite faire un petit peu moins de choses.”* (Pauline, 13ème) ; *“Les poussettes dans le métro c'est la guerre ! J'ai abandonné l'idée, si c'est pour rester bloquée en bas...”* (Ayla, 13ème). En ce qui concerne l'accès aux transports pour les PMR, il se limite aux taxis (dont le niveau d'équipement a beaucoup progressé avec les JO) et aux bus dont la vitesse commerciale reste basse (autour de 9 km/h en moyenne), avec des rampes PMR pas toujours fiables et des fréquences de passage qui se dégradent nettement.

Au-delà des transports en commun, **plusieurs personnes nous ont confié faire face à des difficultés quotidiennes dans leurs déplacements dans un espace public pas toujours adapté à leurs besoins**. C'est ce que remarque Laura (Paris centre) : *“Au niveau des trottoirs, des pavés, beaucoup de personnes âgées peuvent être en galère”*. La rencontre Handicap a permis de mettre en lumière le fait que de nombreuses personnes en situation de handicap peinent à se déplacer sereinement et se trouvent contraintes de s'adapter en permanence à un environnement qui ne prend pas suffisamment en compte leurs besoins. Pour Ghislaine (11ème) par exemple, les bousculades et l'agressivité des usagers de la voie publique, ainsi que la vitesse des usagers, piétons ou non piétons, sont un facteur de stress important qui a conduit à limiter ses déplacements. Les personnes malvoyantes doivent également composer avec un environnement urbain où la signalisation sonore manque cruellement. Le manque d'infrastructures, notamment de toilettes publiques accessibles, a également été souligné comme un frein à la mobilité.

Outre ces publics, **plusieurs femmes nous ont partagé un sentiment d'insécurité dans les rues ou dans les transports qui peut aller jusqu'à les décourager dans certains déplacements**. Aloys (5e) explique : *« En tant que meuf, c'est relou de rentrer la nuit. Du coup, je fais tout à vélo, c'est le transport le plus safe. »* Selon les participantes du JDCV Charonne, le sentiment d'insécurité se manifeste par des situations de harcèlement quotidien imposant une vigilance constante et épuisante. Les transports nocturnes, notamment les Noctiliens, cristallisent ces inquiétudes en raison d'un manque d'encadrement, de temps de trajets excessivement longs et d'une faible fréquentation qui accentue le sentiment de vulnérabilité. Cette situation conduit à des stratégies d'évitement qui limitent la liberté de mouvement.

Face à la question cruciale de l'inclusion de toutes et tous, les deux rencontres Mobilités ont permis d'établir un consensus sur le fait que développer l'accessibilité et l'adaptation aux usagers les plus précaires permet de faire progresser la mobilité pour tout le monde.

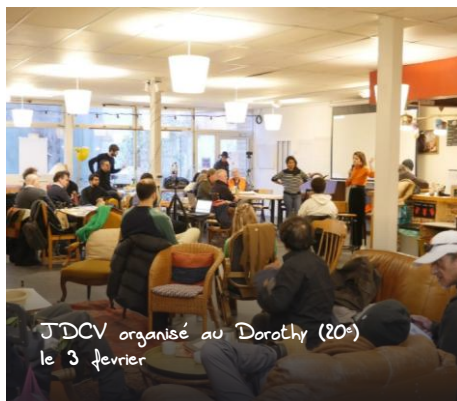


3.2 Quartiers oubliés et sentiment de fracture banlieue/Paris

Comme mentionné dans la partie dédiée aux transports en commun, ces derniers sont perçus comme un fort levier de connexion entre arrondissements (notamment le bus et le métro), entre Paris et l'Ile-de-France (métro, RER et Transilien). La frontière entre Paris et sa proche banlieue est globalement vue comme transparente, et cette continuité est importante pour plusieurs citoyen·nes qui souhaitent habiter en banlieue dans un logement plus grand ou dans un quartier plus adapté aux familles tout en gardant un accès rapide à Paris. D'autres apprécient le rapprochement entre leur banlieue et Paris, évoquant davantage de contacts et d'accès libres entre ces espaces auparavant plus cloisonnés.

Cependant, certains quartiers périphériques de Paris sont toujours perçus comme “enclavés”, comme le 15ème (notamment le quartier Frères Voisin), le 18ème et le 20ème. En outre, plusieurs entretiens mentionnent une “fracture” persistante entre Paris et sa banlieue plus éloignée, avec des temps d'attente très long pour parcourir des distances relativement courtes : *“L'accès à la ville devient exclusif aux Parisiens par rapport aux Franciliens”*. (JDCV Dorothy). Les réseaux sont jugés mal organisés et obligerait à “monter et descendre” fréquemment.

Les chantiers sont ici encore mentionnés comme un obstacle à la circulation rapide entre les différents espaces urbains. Quelques personnes font part de difficultés nouvelles liées à la réduction des places de stationnement et une hausse de la circulation automobile, limitant leur accès à Paris ou les contacts avec des clients ou amis non parisiens. Enfin, quelques personnes ont mentionné, dans le choix de Paris comme lieu de résidence, la présence d'un grand nombre de gares et d'aéroports permettant de bien se relier au “reste du monde” et du territoire français.



Paris, ville active

Qu'il s'agisse d'activité professionnelle, sportive, commerciale, culturelle ou artistique, nombreuses ont été les personnes qui nous ont décrit le foisonnement et le dynamisme de Paris, et la manière dont elles prenaient part à cette activité. Cette thématique est ressortie en cinquième position, avec près d'un tiers des interrogé.es qui ont souhaité l'aborder. Au sein de la thématique, les trois sujets qui sont le plus ressortis sont l'emploi (28%), les commerces (26%) et la culture (23%). Les sujets du sport et du tourisme se sont faits plus discrets, mais ont tout de même été évoqués par une dizaine d'intervué.es chacun. Dans l'ensemble, un large consensus se dessine autour d'un point : Paris offre une multiplicité d'opportunités et d'options dans tous les domaines, et peut être décrite comme une ville très riche d'activités, parfois même trop. *“À Paris il y a tout, on peut tout faire”* ! Cependant, des disparités géographiques sont observables : certains quartiers sont perçus comme très dynamiques, d'autres comme plus endormis voire “oubliés”. La deuxième disparité est sociale : tout le monde, en fonction de son âge, de ses revenus, de son milieu social ou de son état de santé, ne s'insère pas aussi facilement dans le tourbillon parisien. Mais là-dessus, les avis divergent : pour certains, comme Elisabeth et François, Paris est devenue une ville *“de vieux et de touristes”*, quand pour d'autres, comme Olivier, la capitale est aujourd'hui *“une ville de jeunes actifs en bonne santé”*.

2. L'emploi

2.1 Paris, une ville où l'on travaille

La première thématique qui ressort en matière d'activité est celle de l'emploi. Il est à noter que 71% des personnes qui l'abordent en parlent de manière neutre ou négative. La thématique suscite de la joie chez 0% des interrogé.es. Il n'en reste pas moins que le sujet de l'emploi et de la vie professionnelle s'impose comme un sujet central dans la vie des Parisien·nes : *“Le quotidien à Paris c'est métro, boulot, dodo. Nous, les Français, on travaille beaucoup”* (Fatoumata, 15^{ème}). Paris est une ville où se concentrent beaucoup d'emplois et qui offre donc plus d'opportunités que la banlieue ou d'autres villes, en particulier dans certains secteurs. *“On est dans l'audiovisuel, et professionnellement, pour l'instant, c'est intéressant pour nous de rester à Paris”*, nous ont partagé Alexis et Esther, tout comme un interviewé rencontré dans le 11^{ème} : *“Je suis dans l'informatique, il n'y a pas beaucoup de boulot ailleurs”*. La recherche d'un emploi est souvent une des raisons principales d'une première installation à Paris, comme pour Moussa, interrogé dans le 17^{ème} : *“En deux semaines, j'ai gagné plus que ce que je gagnais en trois mois dans mon pays. Le travail, c'est ce qui a fait que je suis resté”*.

Paris est donc une ville où l'on travaille, parfois même sans y vivre. Beaucoup de gens, comme Charlotte et Anne-Marie, font le choix de se rendre tous les jours à Paris depuis la banlieue, ou même depuis des villes de province. Patricia, aide-soignante dans le 18^{ème}, explique ce choix : *“C'est beaucoup plus simple de trouver un travail à Paris, c'est pour ça qu'on est nombreux. J'ai des collègues qui détestent Paris mais qui viennent de très loin pour y travailler. Moi je vis à Paris parce que je n'ai pas envie de prendre le train à 5h du matin pour venir travailler. C'est le choix entre le transport et le confort de vie”*.

Deux de nos interrogés, Pierre et Quentin, prévoient cependant que cette tension va diminuer, le télétravail et l'automatisation étant appelés à réduire la forte concentration des emplois à Paris : *“Je pense que pas mal de révolutions vont arriver dans le travail”* ; *“Certaines grandes boîtes ont des super locaux complètement vides, personne ne vient, c'est l'ancien monde”*.



Patricia et Arthur lors d'un entretien (18^e)

1.2 Un parcours vers l'emploi semé d'embûches

Si les opportunités professionnelles offertes par Paris ont été soulignées, il n'en reste pas moins difficile pour certain-es de trouver un emploi : *“On n'arrive pas à trouver le boulot, il n'y a rien du tout. Il y a plein d'agences, on dépose un dossier mais il n'y a pas de réponse. Attendre trois, quatre ans pour avoir un travail c'est fatigant”* (Anonyme, 11^{ème}). Les participant-es du deuxième JDCV, accueilli-es au Dorothy dans le 20^{ème}, ont déploré le fait que les emplois étaient de plus en plus difficiles à trouver et de plus en plus précaires, ne donnant plus forcément la garantie d'accéder à un logement, car les salaires n'ont pas augmenté au même rythme que le coût de la vie.



“J'irai débattre près de chez vous” au Dorothy, 20^e

Les difficultés d'accès à l'emploi sont redoublées pour les néo-Parisien-nes, en particulier les sans-papiers et les personnes qui maîtrisent mal le français. Yasmine, rencontrée dans le 13^{ème}, s'en inquiète : *“Avec toutes les réformes qui ont été mises en place, la baisse du RSA ou la difficulté à l'avoir, et plein de papiers à rassembler pour les personnes qui viennent d'arriver, c'est compliqué pour trouver un job”*. Ayoub et Gaya, dans le 11^{ème}, nous ont aussi parlé de la discrimination sur le marché du travail.

Le chômage et la recherche d'un emploi sont d'autant plus inconfortables que Paris est une ville où le coût de la vie est élevé, comme l'a signalé une large majorité des personnes rencontrées. Aboubacar, habitant du 13^{ème}, a également rappelé l'importance d'avoir un travail dans le parcours vers l'obtention de papiers et le renouvellement de son titre de séjour. Paris est donc aussi et surtout une ville où il faut travailler pour s'en sortir.

1.3 Un rythme de vie centré sur le travail et fatiguant

L'importance prise par le travail ou par la recherche d'un travail à Paris semble peser lourd dans le quotidien des personnes interrogées, et même dans leur temps libre : *“Le weekend, il faut se reposer pour récupérer, pour enchaîner avec lundi et la semaine”* (Fatoumata, 15^{ème}). *“On s'organise en fonction de comment on travaille, du temps qu'on passe à travailler”* (Quentin, 14^{ème}). Les préoccupations quotidiennes liées au travail prennent beaucoup de temps et d'énergie, et en laissent peu pour d'autres activités : *“Sincèrement, depuis mon arrivée en 2016, je n'ai pas eu le temps de visiter Paris”* (Ismael, 15^{ème}). Anna, encore étudiante, s'en inquiète : *“J'espère ne pas m'habituer à Paris. Quand on habite à Paris, on sait qu'il y a plein de choses à faire mais avec le train-train quotidien on n'en profite pas forcément”*.

Le rythme de vie effréné des Parisien.nes a, selon le vice-président du marché d'Aligre Lahcen, des conséquences sur leur santé et leur alimentation : *“Les Parisiens sont mal nourris. Ils n'ont pas le temps et l'argent de se nourrir bien, ils mangent des trucs fabriqués, des trucs congelés.”*



Leur quotidien déjà saturé par le travail et les transports donne à beaucoup l'impression de courir après le temps et de chercher des solutions de facilité, souvent payantes, pour s'éviter du stress ou de l'attente. C'est ce que décrit Ahmed : *“Je joue au foot dans les stades aux portes de Paris. Depuis quelques temps, on préfère payer pour jouer qu'attendre des terrains. Parce qu'on n'a pas le temps, on est à Paris.”*

1.4 Aspirations et attentes en matière d'emploi

Face à ces constats souvent difficiles, il est à noter que très peu de suggestions ont été faites. Les inquiétudes et le stress liés au travail sont apparus comme une fatalité. Plusieurs personnes ont partagé leur désir de trouver un meilleur équilibre entre leur vie professionnelle et leur vie personnelle, mais sans réelle idée concrète pour y parvenir.



2. Commerces

2.1 Un paysage parisien très contrasté et en mouvement

De nombreuses personnes interrogées nous ont parlé des commerces qu'elles fréquentaient habituellement, et ont cité une grande diversité d'enseignes dans la capitale, entre les grandes chaînes, les petits commerces et les magasins spécialisés ou de produits exotiques. **Les grandes enseignes sont appréciées pour leurs rayonnages complets, et certaines pour leurs prix** : *“Franprix et Monoprix ont été extrêmement augmentés. Moi je vais au Lidl ou au Casino. Dieu merci, il y a encore des Lidl à Paris”* (Abdellaoui, 20^{ème}). Les petits commerces de proximité, quant à eux, sont appréciés pour leur animation et la convivialité qui y règne : *“Je parle à mon épicier, je parle à mon boulanger”* (Tony, 13^{ème}). **Les commerces locaux et les artisans sont considérés comme les garants de la vitalité d'un quartier, avec une vraie fonction de lien social**, comme l'ont souligné les participant.es du JDCV au Dorothy. Linda, dans le 20^{ème}, aime l'accueil chaleureux qu'elle y reçoit : *“Quand je rentre, les gens sont très respectueux avec moi même si je n'ai pas bien étudié le français, ils ne se moquent pas de moi, ils essaient de m'aider”*. Les interviewé.es apprécient les petits commerces, oui, mais pas n'importe lesquels ! Pierre et Quentin critiquent vivement l'apparition, surtout sur la rive droite, de nombreux commerces “branchés”, des “décors artificiels” qui dénaturent les quartiers populaires et font flamber les prix : *“En dessous de Pigalle, les restaurants normaux sont devenus un peu clinquants et branchés, les gens viennent y prendre un chocolat chaud extrêmement cher et moi je ne m'y sens plus à ma place”*.

Au sein de cette grande diversité d'offres, tous les arrondissements ne sont pas aussi bien pourvus. Yann est satisfait des commerces de son quartier : *“J'aime bien le 18^{ème}, il y a beaucoup de diversité gastronomique. J'ai été l'autre jour à un supermarché asiatique, avec énormément de choix.”* Christophe apprécie aussi la diversité des commerces à la Goutte d'or : *“L'activité commerçante est super vivante et diverse. Il y a des gens qui viennent de toute l'Île-de-France pour faire leurs achats ici, pour rallonger leurs cheveux, trouver des épiceries exotiques... Il y a des couturiers sénégalais et maliens très forts”*. Quentin est lui aussi très content des commerces du 14^{ème} : *“Ici, il y a tout. Vous pourriez vivre en autarcie dans le 14^{ème}.”*



De son côté, Marieme qui vit au sud du 15^{ème} n'y trouve pas ce dont elle aurait besoin : *“Ici, c'est un quartier oublié, il faut toujours aller loin, dans le 92, et donc prendre les transports” ; “Ils nous mettent des centres commerciaux, mais tout ce qu'ils mettent ici c'est des trucs trop chers. Et nous, avec ce qu'on gagne, on ne peut pas s'en sortir. Si c'était possible de nous mettre, par exemple, Lidl ou Aldi, ça m'aiderait beaucoup”*. Fatima elle-aussi aimerait avoir plus de commerces, plus de vie, d'animation et de possibilités pour faire du shopping dans

son quartier du 15^{ème}. Céline, dans le 20^{ème}, est contrainte de sortir de Paris pour faire des courses abordables : *“Les écarts de prix entre les supermarchés du 93 et les courses à Paris sont trop importants”*.

2.2 Paroles de commerçants

Au-delà des habitant·es et des client·es, nous avons aussi rencontré un grand nombre de commerçant·es. Il et elles nous ont parlé directement de leur vie quotidienne et de leur travail, mais également de leur conscience d'avoir un rôle à jouer dans la vie des quartiers, dans leur identité, mais aussi dans le vivre ensemble : *“Je sens que les Parisiens sont très attachés à ça, à leur boucher, à leur pharmacien, à leur boulanger... Ce qui fait la différence, c'est le côté humain, venir voir des*

gens et pas uniquement acheter des choses” (Olivier, pharmacien dans le 12^{ème}). *“Un quartier sans commerçant, comme c'est le cas vers la rue Montsouris, c'est triste. Une ville, ça tient aussi par l'animation des commerces, le commerce de bouche en particulier”* (Delphine, commerçante dans le 14^{ème}). Cependant, nombre d'entre eux nous ont partagé des difficultés à maintenir leur activité dans le contexte actuel. L'émotion qui domine leur discours est la désillusion (33%).



Olivier, pharmacien (42°)

Le premier obstacle concerne l'augmentation du coût de la vie, qui touche à la fois les loyers et les matières premières : *“La première contrainte, c'est l'augmentation des prix”* (Sami, boulanger dans le 15^{ème}). L'inflation et la baisse du pouvoir d'achat poussent les clients à privilégier les solutions les moins chères, comme en témoigne Sami : *“Personnellement, en tant que commerçant, je vois que les gens ne peuvent plus, c'est vraiment trop cher”*. Mounir, primeur dans le 15^{ème}, s'accorde sur ce constat : les gens sont plus pauvres qu'avant, ils recherchent les prix bas quitte à négliger la qualité. Delphine, qui tient un bar à vin dans le 14^{ème}, confie sa difficulté à faire face à la hausse des loyers, à cause desquels beaucoup de commerces sont contraints de fermer, ce qui entraîne une rotation importante : *“Bien sûr, il y aura toujours des gens pour se lancer et se casser la gueule, mais à terme on aura moins de commerce”*. Parallèlement, beaucoup de locaux sont vides, une tendance accentuée par le covid.

Dès lors, **les petits commerces, à la peine, sont mis en concurrence avec des enseignes de grande distribution**, face auxquelles il est difficile de résister : *“Pour une petite pharmacie, en termes de marge, de rémunération, c'est devenu très dur, parce qu'il y a des grands groupes pharmaceutiques qui tiennent tout le business de la santé. Si on n'est pas gros comme eux, c'est compliqué de résister”* (Olivier, pharmacien dans le 12^{ème}). Les acteurs de la première rencontre Commerce et Artisanat ont déploré la disparition progressive des commerces de proximité traditionnels au profit des franchises et grandes enseignes, conduisant à une standardisation de l'offre. Une commerçante bio du 11^{ème} nous partage l'ambiguïté de son activité : d'un côté, elle croit dans l'alimentation bio pour des raisons écologiques et de santé. D'un autre côté, elle est consciente que son installation contribue à la gentrification du quartier, et à l'augmentation des prix qui repousse les classes populaires loin du centre.

La gentrification et le développement du tourisme créent une opportunité pour certains commerces mais une concurrence pour d'autres qui peinent à rester viables.

À ces difficultés économiques s'ajoutent des difficultés logistiques, notamment pour l'approvisionnement des commerces : *“Le stationnement à Paris, c'est inhumain quoi. Même si tu te mets en warning, tu peux te prendre 135 euros d'amende pour une livraison de 5 minutes. C'est une journée de travail !”* (Sami, 15^{ème}). Anne, qui tient une boutique dans le 13^{ème}, se plaint des conséquences des nouveaux aménagements urbains (pistes cyclables, réduction des places de stationnement) qui découragent sa clientèle de venir et impactent négativement son chiffre d'affaires et ceux des commerces voisins : *“il y en a beaucoup qui venaient ici en voiture, ils peuvent plus. Alors je leur dis, t'as qu'à venir en hélicoptère ! Tous les commerçants sont dégoûtés”*. Pour les livraisons, le problème est le même que pour Sami : *“Il n'y a pas d'emplacement de livraison, on doit se mettre en double file”*.

Face à tous ces constats, les participant.es, tant du côté des commerçants que des client.es, ont appelé de leurs vœux un plus grand soutien de la mairie, un allègement des contraintes administratives et une meilleure adaptation des normes à la réalité parisienne, particulièrement pour les petits locaux. Ils souhaitent également un accompagnement renforcé dans leurs démarches administratives et leurs relations avec les copropriétés. Delphine (14^{ème}), qui regrette le manque de soutien des pouvoirs publics alors même que les commerces créent de l'emploi, rêve d'une solution : *“Il faudrait qu'une loi permette à la mairie de louer les rez-de-chaussée pour réguler les loyers”*. Enfin, plusieurs commerçant.es souhaitent un assouplissement des règles de circulation pour les livraisons. De son côté, Sami a également rappelé la responsabilité de chaque commerce, notamment dans les quartiers centraux et touristiques, dans le maintien de prix abordables : *“Il faudrait qu'on soit un tout petit peu raisonnable sur la marge, quoi. Le commerce, c'est ça. Si t'achètes un truc à 50 centimes, tu vas pas le vendre à 50 centimes, mais ne le vends pas non plus à 2€50. Dans beaucoup d'endroits à Paris, faudrait qu'on soit plus raisonnable sur les prix. Comme ça, tout le monde peut y accéder.”* Enfin, des habitantes du 15^{ème} attendent une politique plus active et plus cohérente pour garantir l'installation et le maintien de commerces bon marchés à proximité des logements sociaux. En effet, il leur est impossible de faire leurs courses sans prendre les transports en commun tant les supermarchés à proximité de chez elles sont chers.

3. Culture

3.1 Une ville attractive et d'une grande richesse culturelle

Paris est une ville culturellement très riche, ce que la plupart des personnes que nous avons interrogées décrivent comme une fierté et une joie : *“Culturellement, Paris, c'est très riche. Il y a vraiment plein plein de choses à faire”* (Patricia, 18^{ème}). La beauté des monuments et la vie culturelle parisienne sont les deux thématiques qui suscitent le plus de joie chez les personnes interviewées, puisque respectivement 69% et 71% en parlent avec joie ou satisfaction. *“Il y a plein de friperies, de cinéma. J'adore les films d'auteur et le cinéma asiatique, et à Paris il y en a beaucoup.”* (Arthur, 11^{ème}). *“Je suis très musées, et je vais aussi beaucoup à la bibliothèque. On peut errer, bouquiner un petit magazine”* (Joseph, 10^{ème}). Les innombrables concerts, expositions, musées et monuments sont un atout majeur de la capitale par rapport aux autres villes et même aux autres capitales. *“Il y a une recyclerie, un petit théâtre, une salle de musique, une galerie associative...”* (Christophe, 18^{ème}). Certaines personnes viennent de banlieue spécialement pour bénéficier de la vie culturelle parisienne. Pour certaines, la culture a été un élément décisif dans leur choix de s'installer à Paris : *“On est revenus à Paris pour profiter de la vie culturelle. À la naissance des enfants, on voulait être à proximité des musées, de la cité des Sciences...”* (Adil, 13^{ème}).

Mais Paris est aussi une ville de production culturelle intense qui attire les artistes de tous horizons. Étudiante en photo dans le 14^{ème}, Ilona apprécie cela : *“A Paris, il y a beaucoup de choses à prendre en photo. Les gens qui font leur vie, les monuments... Au niveau artistique il y a beaucoup d'options”*. Will, artiste américain installé à Paris depuis une dizaine d'années, témoigne qu'il est resté grâce à une pension de la Ville et un atelier qui lui ont été très précieux.

3.2 La culture pour tout le monde ?

Malgré la diversité de l'offre culturelle, beaucoup de personnes interrogées nous ont confié qu'elles n'en bénéficient pas autant qu'elles le souhaiteraient. Le premier obstacle évoqué a été celui du prix, notamment le prix du cinéma : *“Le cinéma, c'est vraiment trop cher”* (Mara Joyce, 14^{ème}). La pratique de l'art, elle-aussi, est vue comme coûteuse, par exemple par Rose (14^{ème}) : *“J'aime bien l'écriture, la peinture, mais je fais de mon côté, parce que les cours sont souvent trop chers”*. Les interviewé-es savent qu'il existe des dispositifs gratuits mais ne savent pas forcément comment les trouver : *“je sais qu'il y a pas mal de ciné qui font des places un peu moins chères pour les jeunes, notamment en semaine, mais les gens ne sont pas au courant. Il n'y a pas beaucoup d'informations sur les trucs auxquels on a droit”* (Mara Joyce).

Vient aussi le manque de temps, et le rythme de travail quotidien qui ne laisse pas toujours l'espace pour profiter des animations culturelles. Sully (10^{ème}) pointe du doigt ce décalage : *“Paris est une très belle ville, mais les gens qui y habitent n'ont pas le temps de la visiter”*. Pour Annie, habitante du 10^{ème}, il a fallu attendre *“d'être à la retraite pour profiter des théâtres, des expositions.”*

La troisième difficulté citée est le manque d'accès à l'information, qui tend à réserver la culture aux initié-es. Souria (12^{ème}) le remarque : *“A Paris il se passe plein de trucs mais on ne sait pas toujours ce qu'il se passe. On ne sait pas où chercher les informations”* ; *“J'aime beaucoup le jazz, le piano, si j'avais plus d'informations je voudrais pouvoir aller à des concerts.”* C'est le manque de communication officielle qui est le plus souligné. Les habitant-es se trouvent obligé-es de se renseigner par leurs propres moyens, notamment via les réseaux sociaux comme Mara Joyce ou Morgane (5^{ème}) : *“Je vais voir des expos, des spectacles, du théâtre. Je vais beaucoup au ciné. Mais ça a mis longtemps, au départ, t'arrives, t'es trop excitée mais tu ne sais pas trop où aller... Maintenant, je trouve des recos grâce aux réseaux sociaux ”*. Les participants de la rencontre Culture ont également souligné l'existence de barrières psychologiques importantes : nombreux sont ceux qui considèrent encore que les lieux culturels “ne sont pas leur monde”. Cette perception s'accompagne d'une réelle difficulté à toucher les publics éloignés de la culture, malgré les efforts déployés.

Enfin, les participants de la rencontre Handicap se sont accordé sur la difficulté à se sentir légitimes dans certains espaces notamment culturels, créant une forme d'auto-censure dans leurs activités. Plusieurs personnes ont souligné le besoin d'accompagnement pour certaines sorties, rappelant l'importance de penser l'accessibilité de manière globale, au-delà des seuls aspects matériels.



Enfin, plusieurs personnes ont souhaité souligner le fait que l'offre culturelle n'était pas nécessairement adaptée à tous les publics. Marie-Rose, interrogée dans le 18^{ème}, nous a raconté qu'elle aimerait trouver des discothèques antillaises pour danser, mais qu'aucune n'était adaptée aux personnes de son âge. Souria a également souligné : *"Il y a beaucoup de choses pour les jeunes, ou pour les vieux, mais pas beaucoup pour les gens de mon âge."* L'accès à la culture est aussi très inégal en fonction du milieu social.

David, venu débattre au Pavillon des Canaux dans le 19^{ème}, a pointé le rôle de la culture pour élargir les perspectives des jeunes peu favorisés, tout en dénonçant les difficultés d'accès : *"C'est vrai qu'il y a des choses qui sont proposées pour les jeunes, mais selon d'où on vient, c'est pas évident de se sentir à l'aise, à sa place. C'est quand même un apprentissage."*

3.2 Un regard contrasté sur l'attractivité touristique de Paris

Si beaucoup de personnes rencontrées ont évoqué la question de la culture, leurs pratiques culturelles semblent très distinctes des activités et attractions touristiques. Toutes reconnaissent la beauté de la ville, de ses monuments mondialement connus, et de son architecture unique, et comprennent que leur ville soit attractive pour les touristes : *"Paris ça fait rêver, c'est le centre du monde !"* (Reski, 20^{ème}).



Les enfants rencontrés, eux aussi, sont fiers de vivre dans la ville de la Tour Eiffel et du Sacré Coeur. Fanny et Julie (11^{ème}) nous ont dessiné Paris comme elles le voyaient : **la ville de la Tour Eiffel et de l'amour !**

Cependant, la plupart des interviewé-es conçoit la vie des Parisien-nes comme distincte de l'activité touristique. Si, comme le souligne Annie (10^{ème}), *"le tourisme fait partie de la ville"*, Sully (10^{ème}) rappelle qu'à Paris, *"c'est pas pareil de voyager et d'y venir tous les jours."* Les habitant-es ne sont pas forcément férus des lieux touristiques, et peuvent d'ailleurs chercher plutôt à s'en écarter : *"J'aime le 14^{ème} parce qu'il n'y a pas trop de touristes."* (Will, 14^{ème}) ; *"Ce qui est très touristique, je ne suis pas fan."* (Annie, 10^{ème}). L'idée ressort qu'il existe ainsi deux Paris : un pour ceux qui la visitent en touristes, et un pour ceux qui la vivent au quotidien.

Plus encore que cette séparation, le sujet suscite beaucoup de frustration et de colère face à un tourisme qui dénature la ville. Jean-Pierre (20^{ème}) s'en inquiète et espère une réaction : *“Paris n'est plus Paris, c'est devenu une industrie touristique. Il faut que les habitants arrivent à mettre le hola.”* Pour plusieurs, comme Annie, le tourisme a figé certains lieux et nuit beaucoup à la vie de quartiers : *“C'est une ville un peu musée qui n'a pas trop su évoluer, je trouve. On reste sur des clichés qu'on vend aux touristes. La Tour Eiffel, la Place du Tertre...”* Plusieurs personnes ont partagé, avec colère, l'impression qu'on changeait Paris sous l'influence du tourisme mondialisé. Pierre (13^{ème}), le résume ainsi : *“On est en train de faire une sorte de Disneyland, c'est totalement artificiel”*. Il a développé longuement cette vision : *“Au fil du temps, le Marais est devenu un lieu touristique totalement dépeuplé d'une vie de quartier. J'habitais dans un immeuble où les deux tiers étaient des Airbnb, donc des valises à roulettes du matin au soir... Mine de rien je n'avais pas de voisinage, les commerçants ressemblaient de plus en plus à des marchands duty free d'aéroport, et à force, ça m'a dégoûté, et je suis parti de ce quartier que j'ai toujours aimé, qui était le quartier de mon enfance. C'est devenu quelque chose de flamboyant et d'impersonnel à la fois, donc ça m'a un peu écoeuré.”*

Les participant-es du JDCV de la Maison Magis ont alerté sur le fait que cette “muséification” de Paris avait des effets importants sur la montée en gamme des commerces et des restaurants, ainsi que sur les prix des loyers avec l'explosion des locations courte-durée.

Démocratie & services publics

Les questions de démocratie et de services publics n'arrivent qu'en 6ème position (même si, s'agissant des services publics, ceux de l'éducation, des transports et d'autres encore sont évoqués dans les autres parties). Mais, lorsqu'ils en parlent, les habitant·es le font très longuement : les services publics font ainsi partie des questions traitées le plus longuement (38%). Il est symptomatique de constater que le thème de la démocratie figure parmi ceux qui suscitent le moins de joie (2%) ou de satisfaction (4%), mais le plus de désir (52%) : les entretiens font ressortir un malaise démocratique (1) palpable, couplé à une forte volonté de changement et d'espoir. De tous les sujets, les services publics sont ceux qui suscitent le plus d'émotions négatives : 3 habitants sur 4 les évoquent avec résignation (18%) ou colère (56%). Avec un sentiment de colère dominant de très loin les autres, les habitants nous ont fait part d'une dégradation nette des services publics (2).

1. Un malaise démocratique

1.1 Une absence d'écoute de la parole citoyenne

Les échanges et les débats que nous avons écoutés révèlent un malaise profond dans la relation entre les citoyen·nes et leurs représentant·es élu·es. La question des institutions publiques est évoquée à 68% avec colère. C'est la thématique qui suscite le plus ce sentiment.

Le constat principal est celui d'un manque d'écoute et de prise en compte des avis citoyens. Les citoyens font état de difficultés à se faire entendre par les élus locaux, particulièrement en dehors des périodes électorales. C'est ce qu'Annie dénonce dans son arrondissement : *“Le premier truc qui va pas, c'est que le maire, il ne répond pas. C'est impossible de le voir. Il ne viendra que pendant la campagne. Je suis d'une association de locataires et j'ai jamais eu de réponse à mon courrier. En fait, il s'en fout totalement. La première chose que les élus devraient faire c'est écouter.”* Marieme (15^{ème}) confirme : *“Quand les élections approchent, les élus viennent. Mais après, si c'est pour faire quelque chose pour nous, on ne les voit pas”*. Hakim aussi, dans le 19^{ème}, a perdu confiance dans les politiques : *“Les politiques, ils viennent ici pour nous voir rien que quand c'est les élections. On a plus confiance. Même quand il y a des élections, je ne vote plus, ça ne sert à rien. Si je te donne ma voix et que tu ne la portes pas, ça ne sert à rien.”* Le manque de lien entre les élu·es et les habitant·es est d'autant plus dommageable, selon Adama (13^{ème}), qu'un réel dialogue pourrait s'avérer fructueux : *“Il y a beaucoup d'habitants, ils ont des idées, hein, mais ils ne savent pas comment faire pour les proposer. Ils ne sont pas assez écoutés. Personne ne vient les voir, les écouter, leur poser des questions.”*



Cette situation alimente un sentiment de déconnexion entre les décisions politiques et les réalités du terrain, ainsi qu'une méfiance générale envers la classe politique. Le manque de transparence dans les processus décisionnels et la frustration que cristallisent les "promesses électorales" non tenues concourent également à renforcer ce sentiment.



Zina, rencontrée à la Grange aux belles dans le 10^{ème}, est frustrée par cette situation : *"Les élus, ils sont bien gentils, mais une fois qu'ils sont élus, ils respectent pas leur engagement... J'ai voulu être reçue par rapport à ma fille qui est handicapée. Je suis allée à la mairie, on m'a dit d'écrire. J'ai écrit mais je n'ai jamais eu de réponse."*

Gilles (18^{ème}) fait un constat plus général : *"Il manque de plus en plus d'humanité dans la manière dont sont traitées les questions liées aux besoins des personnes vivant dans les quartiers populaires. L'individu lambda ne peut pas regagner confiance dans la parole du politique et dans les acteurs du territoire."*

Les consultations citoyennes, bien qu'existantes, sont souvent perçues comme des exercices de façade sans réel impact sur les décisions finales, comme le dénonce Sophie (14^{ème}) : *"On va te parler de concertation sur un aménagement de tel endroit. Tu y vas, tu joues le jeu, tu te fais bien chier, tu épluches des dossiers alors que tu n'y connais rien, tu te formes. Et en fait, on fait semblant de t'écouter. Parce que les espaces de décision sont organisés de manière à ce que seuls les gens qui ont une culture politique et d'organisation collective puissent vraiment porter une voix. L'énergie que tu déploies pour obtenir un pauvre truc, c'est un peu chiant."* Le manque de concertation sur les projets d'aménagement urbain est particulièrement souligné, notamment par Virginie (12^{ème}) : *"Contrairement à la Suisse, il n'y a peut-être pas assez de voix des citoyens, peu d'opportunités d'expression. C'est vraiment très descendant, on fait semblant de consulter, mais, au final, on a déjà pris nos décisions. Moi, je suis dans la fonction publique, et on voit que c'est des pratiques où on fait semblant de consulter, mais la décision a déjà été prise avant."*

1.2 De réelles attentes en matière de dialogue démocratique

Face à ces constats, les attentes et aspirations des citoyens sont claires. D'abord, ils souhaitent plus de dialogue et de rencontres directes avec leurs élu-es. La création d'espaces d'échange et de débat accessibles à toutes et tous, y compris aux personnes qui travaillent, est vue comme une nécessité pour revitaliser la démocratie locale. *"Souvent on reçoit des papiers : il y a une convention citoyenne le mercredi à 19h. Mais, on a déjà notre journée derrière nous. Du coup, c'est souvent que des retraités ou des gens qui ne travaillent pas qui y vont. Je n'y suis jamais allé à cause des heures proposées. Ils devraient inventer des formats plus accessibles, par des interfaces numériques, des rendez-vous le week-end..."* (Stéphane, 19^{ème}).

Ensuite, plusieurs personnes expriment une forte demande pour davantage de démocratie participative, avec des propositions concrètes comme l'organisation de référendums locaux ou la mise en place d'assemblées citoyennes. Ils aspirent à une réelle implication dans les décisions locales et une meilleure prise en compte des propositions citoyennes dans les décisions finales, notamment sur les questions d'urbanisme (sens interdits, voies de bus, stationnement, végétalisation, etc.) qui affectent directement leur cadre de vie. C'est le cas de Lucas et Yacine (12^{ème}) : *“Il y a un truc à changer ici. Moi, ça m'impacte vraiment. Ils changent tout comme ça, du jour au lendemain, et tu n'as pas ton mot à dire. C'est compliqué. Il faut donner la parole aux gens. Il faut qu'ils puissent décider aussi de leur environnement, de comment changer le quartier.”*

Enfin, ils appellent de leur vœux une classe politique plus à l'écoute et plus représentative, capable de communiquer de manière claire et honnête : *“Il faut supprimer tous les privilèges des élus, qu'ils vivent comme nous. À pied, en vélo, pas avoir de chauffeur. Qu'ils vivent comme tout le monde et ils verront ce que c'est.”* (Elisabeth et François, 17^{ème})



Stéphane (19^{ème}) appelle à davantage de transparence quant à la gestion municipale : *“On devrait tout savoir : les plans d'urbanisme, la construction de la plage, la construction de la ville, l'implantation des commerces, la construction de logements, les projets social-culturels, etc.”*



Les rencontres acteurs autour des thématiques de la démocratie et des services publics, ainsi que des entretiens avec des agents de la ville montrent que ces attentes démocratiques sont aussi très fortes au sein de la société civile.

Le fonctionnement en silo des services de la ville, le manque de coordination entre élus et services, ainsi que la complexité induite par les différentes échelles de gouvernance (ville, arrondissements, quartiers) ont été identifiés comme des freins au développement de la démocratie parisienne. Il a également été mentionné lors de la rencontre acteur autour de la démocratie participative le ressenti d'une "barrière linguistique" qui existe parfois entre élus, fonctionnaires municipaux et citoyens. Les élus "parlent une langue étrangère" pour certains habitants, ce qui complique la communication.

Pour répondre à ces enjeux, plusieurs pistes d'action sont envisagées par les personnes interrogées. Tout d'abord, il apparaît nécessaire de renforcer les outils de démocratie participative. En particulier, les participants au JDCV à L'apostrophe (10ème) estiment que les conseils de quartier actuels ne sont pas suffisants et appellent à faire évoluer les dispositifs de démocratie participative. Cela pourrait par exemple passer par la mise en place d'assemblées citoyennes régulières ou l'organisation de consultations obligatoires sur les grands projets urbains.

Il a aussi été suggéré de créer des espaces de dialogue réguliers entre agents des services de la ville, élus, et habitants pour favoriser l'intégration des services à ces processus démocratique.

De plus, il est important de repenser la représentation politique, notamment en encourageant la diversité des profils parmi les élus et en favorisant le renouvellement du personnel politique en place : *“Peut-être que la politique au niveau local, ça ne devrait pas peut-être devenir un métier à temps plein pour toute une vie. Et c'est pas mal peut-être de diversifier les profils. Ça peut être aussi un autre regard, d'autres profils, voilà”* (Mathieu, 9ème).

2. La dégradation des services publics

2.1 Une inquiétude croissante sur la qualité des services publics à Paris

Les échanges révèlent également une préoccupation majeure concernant l'offre de services publics et leur accessibilité, déjà évoqués dans les autres parties (mobilités, éducation, etc.). Nous avons constaté pendant l'enquête l'importance des services dans la trajectoire biographique des individus. Ainsi, Linda, rencontrée dans le 20ème, se souvient avec émotion du personnel hospitalier lors de son accouchement : *“J'ai été bien accueilli à Paris, surtout au moment de l'hôpital, j'ai été bien accueillie franchement parce que j'étais seule. Ni mes parents, ni rien. Vraiment franchement, je les remercie. J'ai été traitée comme une princesse”*. Les Parisiennes et les Parisiens ont conscience de la qualité de l'offre de services publics parisiens comparé au reste du territoire et aux autres pays. Yolande a par exemple apprécié la possibilité d'accéder, proche de chez elle, à des soins palliatifs pour son mari : *“J'ai pu le mettre et aller le voir tous les jours sans rien dire à personne. Peut-être que dans les autres grandes villes c'est pareil. À la campagne c'est autre chose”*. Les services publics sont souvent vus comme un facteur d'autonomie.

Cependant, un constat récurrent est celui de la fermeture de services de proximité dans certains quartiers, créant des “déserts” de services publics. Le manque de certains services essentiels, comme les agences postales ou les cabinets médicaux, est particulièrement souligné. Les difficultés d'accès aux soins dans certains quartiers et pour les populations précaires constituent en effet un point d'inquiétude majeur. Les rencontres avec les acteurs et professionnels de la santé ont confirmé les difficultés d'accès aux soins constatées par les parisiennes et parisiens. Leurs points d'inquiétudes concernent notamment la fragilisation croissante des centres de santé associatifs, du secteur hospitalier public, et le déficit d'offre de soins dans certains quartiers et pour certaines spécialités (dentaire, médecine générale, santé mentale).

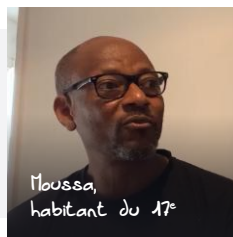
Nombreux sont les habitantes et les habitants à faire état d'un sentiment d'inégalité territoriale dans l'offre de services publics. Ainsi un groupe d'habitantes du quartier de Frères Voisin dans le 15^{ème} déplore le manque de services publics de proximité : *“Les services publics, ici... Ici, sur place, on avait réclamé un truc postal qu'on n'a jamais eu, par exemple. Le cabinet médical qu'on voulait aussi. C'est pareil. On a voté pour ça... et on ne le verra pas.”* Le même discours est tenu au Centre Sociale Danube dans le 19^{ème}. C'est aussi le cas dans le 10^{ème} où madame Seban exprime son mécontentement concernant son accès aux soins et l'accompagnement médical dont elle bénéficie à Paris. Elle déplore notamment le manque de suivi pour sa dialyse et attribue ses difficultés au fait de ne pas être française. Les professionnels de santé présents à la rencontre du 29 novembre confirment que le transport sanitaire constitue un obstacle majeur à l'accès aux soins à Paris, notamment pour les personnes nécessitant des soins réguliers, comme les patients en dialyse ou en chimiothérapie. Le faible nombre de Véhicules Sanitaires Légers et la complexité d'avoir accès à des taxis conventionnés, qui ne répondent pas toujours aux besoins des personnes à mobilité réduite, font du transport un des principaux facteurs de renoncement aux soins pour les populations les plus précaires.

De même, le manque de personnel dans certains services, notamment dans les écoles et les hôpitaux, est un point de préoccupation. Romain, parent d'élève dans le 18^{ème} déplore ainsi le manque de personnel dans l'école de son fils qui empêche l'établissement d'ouvrir le réfectoire pendant l'heure du goûter. Une assistante maternelle du 15^{ème} arrondissement constate que la seule crèche du quartier a fermé après le Covid faute de personnel : *“toutes celles qui sont parties à la retraite, on ne les a pas remplacées. Donc c'est dommage parce que les locaux pourraient servir à quelque chose. Il y a toujours la crèche, mais il n'y a plus de personnel et c'est fermé”.*

La dégradation du service public transparait également à travers des difficultés d'accès. Latifah, habitante du 14^{ème} raconte : *“La Sécurité Sociale, j'avais besoin de documents. J'ai appelé le lundi, le mardi, le mercredi, le jeudi, le vendredi, toute la semaine, donc à 9h, 10h, midi, 1h. On se retrouve à chaque fois confrontée à un mur de silence”.*

De même, Denise, habitante du 5^{ème} exprime ses difficultés avec l'administration française qu'elle juge lente et lourde comparée aux Pays-Bas, citant l'exemple du renouvellement de son permis de conduire qui a pris 18 mois avec la préfecture de police de Paris. Cette complexité administrative pose particulièrement problème lorsqu'elle concerne certaines aides sociales cruciales ou le renouvellement d'un titre de séjour.

“Même si vous expliquez votre problème, on ne vous écoute pas. Et la préfecture a un problème sur ce côté-là. Vous perdez votre travail à cause d'un renouvellement des papiers qui prend trop de temps, alors que vous avez le droit de l'avoir.” (Moussa, 17^{ème}).



Enfin, la dématérialisation excessive des démarches administratives est perçue comme un obstacle pour de nombreux citoyens. Latifah continue : *“Pour le numérique, vous voulez remplir un dossier, ça ne rentre jamais dans toutes ces grandes plateformes. On a l'impression qu'on est enfermé dans un labyrinthe de choses qui nous dépassent. Dans le désordre des plateformes, on ne sait pas où sont les choses”.*

2.2 Développer et garantir des services de proximité de qualité

Face à ces constats, les attentes sont nombreuses. Beaucoup aspirent au maintien et au développement des services de proximité, adaptés aux besoins spécifiques des quartiers, et à une meilleure gestion et qualité des services publics existants. Pour Paris, Claire, habitante du 20^{ème} souhaite *“toujours plus de services publics.”* : *“ Je pense qu'on a de la chance par rapport à d'autres villes donc je dirais qu'il faut continuer vers cette voie-là et surtout ne pas aller dans le sens contraire”.*

D'autres expriment également une forte demande pour plus d'investissements, dans les transports en commun et les hôpitaux, notamment pour améliorer l'accès aux soins pour tous et assurer une tarification plus abordable des transports publics. *“Je pense qu'il faut mettre le plus de moyens possible dans la sécurité sociale, dans les hôpitaux, qu'on puisse, nous acteurs de la santé, être récompensés de nos engagements, que ça perdure et qu'on soit pas en souffrance.”* (Olivier, pharmacien dans le 12^{ème}) ; Bastien (19^{ème}) souhaite également plus d'investissements publics dans ces deux domaines : *“Un levier qui me paraît hyper simple - mais en même temps c'est compliqué de l'activer -, c'est avoir un apport économique beaucoup plus fort dans les transports, et en général dans l'hôpital. Ce sont des choix économiques qui peuvent être faits pour améliorer les choses.”*

Pour répondre à ces enjeux, plusieurs suggestions ont émergé : encourager l'installation de personnels dans des zones sous-dotées, restaurer la dimension humaine des services de proximité (en maintenant et en ouvrant des guichets physiques en parallèle des services numériques), simplifier certaines procédures administratives, former les agents publics à l'accompagnement des usagers en difficulté, etc.

La thématique jeunesse recouvre ce qui a trait d'une part à l'éducation aussi bien scolaire, de la maternelle au supérieur, que périscolaire, et d'autre part ce qui relève de la vie urbaine des plus jeunes et de leurs parents. Fait-il bon être enfant à Paris ? Et parent ? Est-ce qu'il est facile d'y grandir ou de faire grandir ses enfants ?

Cette thématique est revenue à plus de 200 reprises dans nos entretiens. Les sujets liés à la jeunesse ont été évoqués par une personne sur cinq. Lorsqu'elles parlent de la jeunesse, les personnes que nous avons interrogées sont dominées par deux émotions : d'abord, le désir de changement, qui revient dans 41% des cas, puis la colère (26%). Le sentiment de colère est particulièrement marqué quand on s'intéresse à la thématique de l'éducation et des établissements scolaires (47% des cas - 3ème thématique qui suscite le plus de colère). Les efforts des pouvoirs publics semblent montrer des résultats mais n'être pas suffisants pour faire de Paris une ville accueillante pour les parents et les enfants. Un grand nombre de personnes rencontrées trouvent ainsi "logique" ou "normal" que la ville perde des habitants et que les familles s'en aillent, compte tenu des difficultés spécifiques qu'elles rencontrent.

1. Éducation

1.1 L'école, lieu d'apprentissage de la diversité

Au sein de la thématique Jeunesse, c'est la question de l'école qui revient avec le plus d'insistance puisqu'elle est revenue 83 fois. C'est la 14^{ème} sous-thématique la plus abordée parmi les 42 sous-thématiques recensées. Cela va de pair avec un rôle important donné à l'institution scolaire. C'est l'école qui, pour les interrogés, est en première ligne pour faire face aux difficultés de cohésion sociale, de civisme et pour permettre à la diversité des habitants de Paris de ne pas vivre uniquement au même endroit mais bien de vivre ensemble. Cela a été particulièrement évoqué lors du "J'irai débattre près de chez vous" du 12ème arrondissement au café Maya Angelou, où une participante proposait ainsi de la "remettre au milieu de tout". Pour Patrick, rencontré dans le 20ème, le choix d'un endroit pour habiter dépend du fait qu'il y ait de "bonnes écoles" à côté.



C'est à l'école que s'apprennent de nombreuses habitudes qui durent ensuite toute la vie. Par exemple, de plusieurs participants ont fait le lien entre école et alimentation. Pour Lahcen dans le 12^{ème}, il faut développer le goût des aliments frais et bio chez les plus jeunes dès la crèche : *“si vous êtes éduqué à manger n'importe comment et n'importe quoi, vous perdez le goût de la nourriture. Vous ne savez même pas le goût d'une super pomme, le goût d'une bonne salade”*.



Lahcen & Princy au marché d'Aligre (12^e)

Au “J’irai débattre près de chez vous” du Café Zoïde (19^{ème}), dédié aux jeunes, les participant·es se sont accordé·es à dire que **l’éducation est cruciale pour améliorer la cohésion sociale et combattre les stéréotypes, mais qu’elle ne peut remplir ce rôle que si elle est un espace mixte, ce qui n’est pas toujours le cas notamment avec la montée de l’enseignement privé**. Nombre des interrogé·es souhaitent que leurs enfants fassent à l’école l’apprentissage de la diversité, mais remarquent que la **mixité n’est pas réellement mise en œuvre**. C’est le cas de Evguéia qui voit se développer une **“école des bobos”** et une **“école des laissés pour compte”**. Paradoxalement, c’est l’école qui réunit les élèves les plus favorisés qui bénéficie de plus de moyens : *“il y a une grosse hypocrisie de la part de la mairie, qui veut faire une mixité sociale mais qui ne la fait pas bien”*.

1.2 L’école publique en souffrance

S’il faut remettre l’école au centre des préoccupations, c’est qu’elle n’y est pas toujours. Sur ce point, les avis sont divergents. Un certain nombre de personnes rencontrées reconnaissent les investissements réalisés par Paris dans ses écoles. C’est le cas de Rachid dans le 20^{ème}, d’Odessa dans le 12^{ème} et de Batu, commerçant rue de la Réunion selon qui *“un gros effort a été fait”* et *“ça se passe bien”* pour ses enfants à l’école. De son côté, Reem (20^{ème}) apprécie les petits effectifs des classes de primaire près de chez elle. Mais la satisfaction est plus fréquente chez les parents qui ont fait le choix de l’école privée. C’est le cas de Ayoub rencontrée dans le 11^{ème} qui a déplacé ses enfants de l’école publique de sa rue parce que cela lui semble mieux *“pour l’avenir de ses enfants”*, ou de Samantha dans le 13^{ème} pour qui l’école privée est “efficace”.

À l’inverse, les usagers de l’école publique montrent davantage de colère et de frustration. Ils et elles remarquent d’abord l’inégalité des moyens mis à disposition entre l’école publique et l’école privée et entre les écoles publiques des différents quartiers.

Romain, architecte dans le 18^{ème}, a remarqué le manque récurrent de personnels : *“je ne sais pas où l'argent est mis. Nous, il faut savoir que les gamins, à l'école, ils ont goûté par terre pendant six mois parce qu'il n'y a personne pour surveiller le réfectoire. Donc on les fait goûter dans la cour et quand il fait un peu froid, on les met dans le préau, mais toujours par terre. Moi, j'aimerais bien que mon gamin, il mange comme tout le monde sur une table. Donc plus de personnel c'est la base.”* Il est également en colère contre l'état de dégradation de l'école : *“Là, en ce moment, mon gamin, il me ramène des morceaux de cour dans ses poches. Donc il y a la cour qui part en lambeau, la cour est inondée. Mais ça, on va me dire, oui, mais les travaux ont été votés, ça va être fait. Ça va être fait cet été mais ça fait quatre ans”*. Cette frustration s'exprime également envers certains enseignants jugés pas assez engagés ou n'ayant pas les ressources pour faire correctement leur travail. Cette répartition inégale des ressources se poursuit dans le supérieur. Nana, étudiante en médecine physique dans le 11^{ème}, regrette le manque d'universités dans les arrondissements populaires, ce qui l'oblige à de longs trajets quotidiens jusqu'au 15^{ème} arrondissement.

La dégradation de l'école publique engendre parfois un report subi vers l'école privée. Nathalie a passé sa scolarité à l'école publique mais s'est sentie forcée de mettre ses enfants dans le privé : *“Quand on n'a pas d'argent dans Paris, on est nivelé par le bas, on doit mettre ses enfants dans une école où il y a plus de problème. Vous voyez, j'ai dû mettre mon fils dans le privé, parce que là, ce n'est pas possible. Donc, voilà, un exemple qui vous montre qu'il y a un gros problème”*. Odessa dans le 12^{ème} regrette cette situation et voudrait que l'on favorise davantage l'école publique pour éviter la fracturation de la population : *“C'est qu'il y a quand même beaucoup de familles qui optent pour le privé, notamment en fin de primaire. Donc ça, ça reste un petit peu dommage pour moi, parce que ça fait quand même deux circuits, deux courants. Donc j'aimerais bien qu'on favorise aussi beaucoup nos écoles publiques. Mais ça, c'est l'enseignante qui parle. Mais je pense que c'est très important aussi, pour ne pas faire un quartier à deux vitesses”*.

1.3 un maillage imparfait pour les activités extrascolaires

L'école n'est pas le seul espace d'éducation à la vie en commun. Dans nos entretiens, la thématique des activités extrascolaires revient à 27 reprises. Elles sont vues comme très importantes pour éveiller les enfants à la citoyenneté (lors du JDCV dans le 10^{ème} par exemple) et pour leur ouvrir des horizons sportifs et culturels. Bandiougou, dans le 15^{ème}, insiste beaucoup sur l'importance du centre d'animation de son quartier qui lui a fait découvrir de nombreuses activités culturelles, sportives et ludiques durant son enfance et son adolescence : *“En vrai, au début, on n'était pas intéressés. Mais avec le temps, ça nous a intéressés.”* Selon lui, cela a contribué à ce que de plus en plus de gens du quartier de Frères Voisin “réussissent”.



Bandiougou, habitant du 15^{ème}

Séverine partage le même constat : sans les lieux comme les MJC, qui ferment parfois, les jeunes sont “délaiésés”. Ces lieux sont *“pour les jeunes aussi, pour les rebooster, pour leur faire montrer autre chose. Il n’y a pas qu’Internet, il n’y a pas que les vidéos sur YouTube, les Instagram, tout ça. Il y a autre chose, on peut faire plein de choses [...] moi ces lieux m’ont beaucoup aidée.”*

On retrouve, au sujet des activités extrascolaires, le même clivage entre satisfaction et colère. De nombreuses possibilités d’activités existent mais elles ne sont pas égales dans tous les territoires, pas toujours facilement accessibles financièrement et administrativement. La question du prix des inscriptions aux clubs de sport revient assez régulièrement avec celui des difficultés à s’y inscrire. Johan, dans le 12^{ème}, trouve que c’est hors de prix : *“Une inscription pour le foot, un club de foot pour les garçons, c’est 400 euros par an pour taper dans un ballon, quoi. C’est démentiel pour moi”*.

De plus, si le maillage est satisfaisant pour les enfants, il manque des infrastructures pour s’occuper des adolescents. Dans le quartier de Marieme, dans le 15^{ème} : *“Il y a un centre Paris’ Anim, mais je crois qu’il s’occupe des plus petits. Les ados sont là, les jeunes sont là, mais on ne s’occupe pas d’eux”*. Selon une participante du “J’irai débattre près de chez vous” dans le 19^{ème}, ce manque d’activités pour les adolescents a des conséquences sur le quartier. Elle travaille dans une association et a remarqué que *“les jeunes ont tendance à moins dialoguer et dépasser leurs différences qu’auparavant”*. Ce problème se pose surtout dans les quartiers les plus périphériques, Frères Voisin, le Nord du 17^{ème}, Saint-Blaise, où le fait qu’il n’y ait *“rien pour les jeunes”*, qu’ils *“s’ennuient”* est souvent souligné.

2. Une ville peu adaptée aux parents et aux enfants

Le second point qui ressort de notre enquête est l’inadaptation de Paris aux familles. À Paris, il est difficile d’élever ou simplement de s’occuper d’enfants dans de bonnes conditions car aucun aspect de la ville n’y est réellement adapté. Les parents semblent concentrer les difficultés observées dans le reste de la population. Les personnes qui montrent le plus d’insatisfaction voire d’exaspération au sujet de leur vie à Paris sont souvent des parents d’enfants en bas âge. Beaucoup expriment leur envie de quitter Paris comme Élodie qui habite dans Paris Centre : *“Il n’y a pas beaucoup d’espace vert, les squares, il y a 50 enfants au mètre carré. C’est dégueulasse. Il y a la foule [...] Là on revient de vacances aujourd’hui et franchement j’ai déjà tellement envie de me barrer de là”*.

2.1 Un manque de structures pour la petite enfance

Les habitants relèvent un manque d’infrastructures publiques et particulièrement de places en crèche. Ainsi au “J’irai débattre près de chez vous” du 15^{ème}, dans le quartier Frères Voisin, Anne, Marieme et Françoise pointent les difficultés rencontrées par les femmes et les mères de famille à Paris, notamment le manque de structures d’accueil et de solutions de garde abordables pour concilier vie familiale et vie professionnelle. Elles dénoncent le manque de volonté politique sur ce sujet. Le manque de places en crèche ou le fait de ne pas savoir si on aura une place en crèche est même vu comme le *“principal problème en tant que parent”* par une habitante du 10^{ème}.



Pour Johan, *“la politique de petite enfance à Paris est très déficiente. C’est ce qui fait se séparer un bon nombre de couples. C’est une ville très difficile. Quand deux parents ont des boulots prenants, et des enfants... Sachant qu’à Paris, souvent, on a des enfants un peu plus tard qu’ailleurs. Donc on cumule les difficultés. Quand on n’est pas des Parisiens, qu’on n’a pas de soutien de famille...ça fait voler les familles en éclat.”*

2.2 Des difficultés renforcées pour se déplacer et se loger

Ensuite, les parents insistent sur les difficultés pour se loger et se déplacer dans Paris. Pour Marc, rencontré dans le 15^{ème}, il est difficile de trouver un appartement à Paris, surtout pour une famille de 3 enfants. Pour Olivier, dans le 12^{ème}, les transformations des transports bénéficient plus aux jeunes en bonne santé, qui peuvent faire du vélo, qu’aux familles. Les grands-parents, notamment, déplorent qu’il soit difficiles pour eux de se déplacer avec leurs petits-enfants à cause de la circulation très dense.

Enfin, la densité de la ville et, dans certains quartiers, le manque d’espaces verts, pèsent fortement sur le quotidien des parents. Yannick, habitante du 17^{ème}, a vu sa qualité de vie diminuer en devenant maman : *“J’ai vraiment beaucoup de mal à organiser des choses avec mes enfants dans Paris. Pour un simple anniversaire, c’est très compliqué parce qu’il n’y a pas beaucoup d’espace, donc il faut s’y prendre très en amont pour pouvoir trouver des lieux sympas, etc.”*

2.3 Une ville de moins en moins ouverte aux enfants

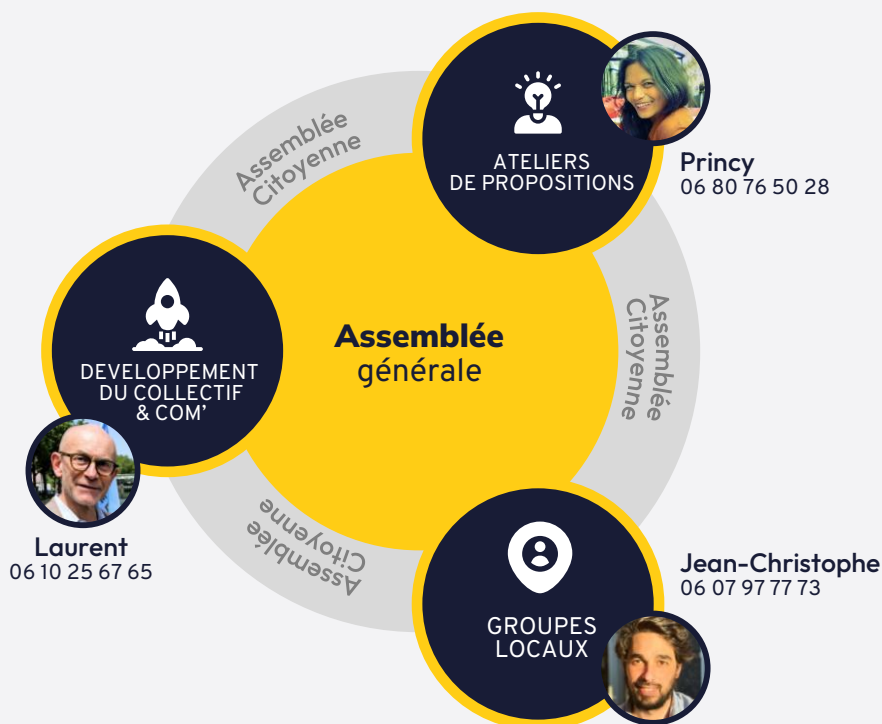
Les parents rencontrent également des difficultés parce que la ville n’est pas toujours accueillante envers les enfants. Selon, Yannick les restaurants sont souvent *“trop étroits pour accueillir les poussettes”*. Ayoub compare avec l’Allemagne où les lieux de consommation sont beaucoup plus *“kids friendly”* qu’à Paris. La même idée ressort des propos de Tom au *“J’irai débattre près de chez vous”* du Café Zoïde : la transformation de la sociologie parisienne, et notamment les profils de *“jeunes trentenaires”* qui ouvrent des lieux à Paris, rendent ceux-ci moins accueillants pour les enfants qui sont souvent considérés comme illégitimes.

Lors de la rencontre des acteurs de la petite enfance au Café Zoïde, les participantes et participants ont mis en avant l’importance d’adapter la ville, et notamment les espaces extérieurs aux enfants, pour qu’il (re)deviennent des lieux naturels d’aventure et d’exploration pour les enfants. Transformer la ville pour la rendre accessible aux enfants est également vu comme un moyen de la rendre plus accessible et accueillante pour toutes et tous : *“Si on rend la ville extraordinaire pour les enfants alors elle le sera pour tout le monde. Voilà le bon cap !”* (une participante de la rencontre petite enfance).

Qui sommes nous ?

Paris Collectif est un mouvement citoyen d'émancipation populaire. Avec toutes les personnes qui vivent et font vivre Paris au quotidien, nous voulons reprendre le pouvoir de décider et d'agir sur notre territoire. Nous le faisons en créant un espace politique, de débat et de rencontres inédit à l'échelle de la capitale.

Pour cela, nous nous fixons pour mission de construire avec celles et ceux qui vivent Paris un projet pour la ville et un collectif pour porter ce projet jusqu'aux municipales de 2026, afin que la voix des citoyen·nes et l'intérêt général soient les uniques boussoles de la prochaine mandature.



Représentant légal : Hugo 07 82 92 21 18
Trésorier : Serge 06 73 93 14 84
Nous rejoindre : Jean-Christophe 06 07 97 77 73



Nous
rejoindre



Nous
suivre



www.paris-collectif.org



coordination@paris-collectif.org



PARIS COLLECTIF